Spedizione in abbonamento postale - Gruppo I

Anno 109° — Numero 45

GAZZETTA UFFICIALE

DELLA REPUBBLICA ITALIANA

PARTE PRIMA — ROMA - Martedì, 20 febbraio 1968 — SI PUBBLICA TUTTI I GIORNI MENO I FESTIVI

DIREZIONE E REDAZIONE PRESSO IL MINISTERO DI GRAZIA E GIUSTIZIA - UFFICIO PUBBLICAZIONE DELLE LEGGI E DECRETI - TELEFONO 650-139
AMMINISTRAZIONE PRESSO L'ISTITUTO POLIGRAFICO DELLO STATO - LIBRERIA DELLO STATO - PIAZZA GIUSEPPE VERDI, 10 - 00100 ROMA - CENTRALINO 8508

SOMMARIO

LEGGI E DECRETI

1967

1968

LEGGI E DECRETI

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 21 febbraio 1967, n. **1412**.

Esecuzione dell'Accordo multilaterale relativo ai certificati di navigabilità degli aeromobili importati, adottato a Parigi il 22 aprile 1960.

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

Visto l'art. 87 della Costituzione;

Sentito il Consiglio dei Ministri;

Sulla proposta del Ministro per gli affari esteri, di concerto con il Ministro per i trasporti e l'aviazione civile;

Decreta:

Articolo unico

Piena ed intera esecuzione è data all'Accordo multilaterale relativo ai certificati di navigabilità degli aeromobili importati, adottato a Parigi il 22 aprile 1960, a decorrere dalla sua entrata in vigore in conformità all'art. 11 dell'accordo stesso.

Il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sarà inserto nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 21 febbraio 1967

SARAGAT

MORO — FANFANI — SCALFARO

Visto, *il Guardasigilli*: REALE
Registrato alla Corte dei conti, addì 1° febbraio 1968
Atti del Governo, registro n. 217, foglio n. 23. — GRECO

Accordo multilaterale relativo ai certificati di navigabilità degli aeromobili importati. (Parigi, 22 aprile 1960)

ACCORD MULTILATÉRAL RELATIF AUX CERTIFICATS DE NAVIGABILITÉ DES AÉRONEFS IMPORTÉS

Les Etats signataires du présent Accord,

Considérant que la Convention relative à l'Aviation civile internationale, signée à Chicago le 7 décembre 1944, contient certaines dispositions concernant les certificats de navigabilité,

Considérant qu'il n'existe, néanmoins, aucun accord multilatéral concernant la délivrance et la validation des certificats de navigabilité des aéronefs importés d'un Etat dans un autre, et

Considérant qu'il est souhaitable de conclure de tels arrangements en ce qui concerne ces aéronefs,

Sont convenus de ce qui suit:

Article 1er

Le présent Accord s'applique uniquement aux aéronefs civils construits sur le territoire de l'un des Etats contractants et importés de l'un des Etats contractants dans un autre, à condition que ces aéronefs:

a) aient été construits conformément à la législation, aux règlements et aux spécifications applicables de navigabilité de l'Etat du constructeur;

b) soient conformes aux normes minima applicables de navigabilité adoptées en vertu des dispositions de la Convention relative à l'Aviation civile internationale;

c) puissent répondre aux spécifications des règlements d'exploitation de l'Etat d'importation; et

d) satisfassent à toutes autres conditions spéciales notifiées conformément aux dispositions de l'article 4 du présent Accord.

Article 2

1. Si un Etat contractant est saisi d'une demande de certificat de navigabilité relative à un aéronef importé ou en cours d'importation sur son territoire et destiné à être par la suite immatriculé par lui, il doit, sous réserve des autres dispositions du présent Accord, soit:

a) valider le certificat de navigabilité en vigueur dudit aéronef, soit

b) délivrer un nouveau certificat.

2. Toutefois, si ledit Etat opte pour la délivrance d'un nouveau certificat, il peut, en attendant la délivrance de ce certificat, valider le certificat en vigueur pour une durée n'excédant pas six mois ou n'excédant pas la durée de validité restant à courir du certificat en vigueur si cette dernière est inférieure à six mois.

Article 3

Toute demande de délivrance ou de validation d'un certificat de navigabilité qui rentre dans le cadre des dispositions de l'article 2 doit être accompagnée des documents spécifiés dans la liste figurant en annexe au présent Accord.

Article 4

Tout Etat contractant saisi d'une demande en vertu des dispositions de l'article 2 du présent Accord peut subordonner la validation du certificat à toute condition spéciale notifiée à tous les Etats contractants et applicable, au moment où il est saisi de la demande, à la délivrance de ses propres certificats de navigabilité. L'exercice de ce droit doit faire l'objet d'une consultation préalable:

a) avec l'Etat qui a fourni à l'aéronef en cause le certificat de navigabilité en vigueur; et

b) à la demande de cet Etat, également avec l'Etat sur le territoire duquel l'aéronef a été construit.

Article 5

1. Chaque Etat contractant se réserve le droit de différer la délivrance ou la validation d'un certificat de navigabilité dans le cas d'un aéronef importé ou en cours d'importation sur son territoire:

a) s'il apparaît que ledit aéronef a été entretenu dans des conditions inférieures à celles qui sont prévues par les normes d'entretien normalement acceptées par lui;

b) s'il apparaît que ledit aéronef présente des caractéristiques inacceptables pour lui;

c) s'il apparaît que ledit aéronef ne remplit pas les conditions fixées par la législation, les règlements et les spécifications applicables de navigabilité de l'Etat sur le territoire duquel l'aéronef a été construit; ou

d) si ledit aéronef rentre dans la catégorie visée par les dispositions de l'article premier, alinéa *c*) du

présent Accord et ne peut à ce moment répondre aux spécifications des règlements d'exploitation de l'Etat d'importation.

2. Dans les cas mentionnés aux alinéas *a*), *b*) et *c*) du paragraphe 1 ci-dessus, chaque Etat contractant peut également refuser la délivrance ou la validation d'un certificat de navigabilité après consultation avec l'Etat qui a fourni le certificat de navigabilité en vigueur et, à la demande de ce dernier Etat, également avec l'Etat sur le territoire duquel l'aéronef a été construit.

Article 6

Tout Etat contractant qui valide un certificat de navigabilité en vertu des dispositions de l'article 2 du présent Accord doit, à l'expiration de la durée de cette validité, soit revalider le certificat en vigueur dans des conditions compatibles avec celles qu'il applique au renouvellement de ses propres certificats, soit délivrer un nouveau certificat. Néanmoins, ledit Etat peut, avant de procéder à cette formalité, consulter l'Etat sur le territoire duquel l'aéronef a été construit ou tout Etat contractant ayant antérieurement immatriculé l'aéronef.

Article 7

Chaque Etat contractant doit, dans toute la mesure du possible, tenir les autres Etats contractants pleinement au courant de sa législation, de ses règlements et de ses spécifications de navigabilité, y compris les règlements d'exploitation complémentaires, ainsi que de tous amendements dont cette législation, ces règlements et ces spécifications peuvent faire l'objet de temps à autre. Il doit également, sur la demande d'un Etat contractant qui a l'intention de se prévaloir des dispositions de l'article 2 du présent Accord, fournir, dans la mesure du possible, des renseignements détaillés sur la législation, les règlements et les spécifications de navigabilité ayant servi de base à la délivrance ou à la validation d'un certificat de navigabilité.

Article 8

Un Etat contractant sur le territoire duquel est construit un aéronef exporté dans un autre Etat contractante qui fournit par la suite à cet aéronef, conformément aux dispositions de l'article 2 du présent Accord, un certificat de navigabilité validé doit:

a) communiquer à tous les Etats contractants des renseignements détaillés sur les modifications et inspections obligatoires qui pourraient à tout moment être prescrites pour ce type d'aéronef; et

b) fournir, dans la mesure du possible, à tout Etat contractant qui en fait la demande, des renseignements et des avis au sujet:

1) des conditions dans lesquelles le certificat de navigabilité a été délivré à l'origine pour cet aéronef; et

2) de toute réparation importante qui ne peut être effectuée à l'aide de plans de réparation figurant dans le manuel d'entretien de ce type d'aéronef, ou par le montage de pièces de rechange.

Article 9

La procédure à suivre pour l'application des dispositions du présent Accord peut faire l'objet de communications directes entre les autorités compétentes chargées, dans chacun des Etats contractants, de la délivrance et de la validation des certificats de navigabilité. Aux fins du présent Accord, la décision d'un Etat contractant sur l'interprétation ou l'application de sa propre législation et de ses propres règlements et spécifications de navigabilité est sans appel et fait foi pour les autres Etats contractants.

Article 10

1. Le présent Accord est ouvert à la signature des Etats membres de la Commission européenne de l'Aviation civile.

2. Il est soumis à la ratification des Etats signataires ou à leur approbation en vertu de leurs procédures constitutionnelles.

3. Les instruments de ratification sont déposés auprès de l'Organisation de l'Aviation civile internationale.

Article 11

1. Lorsque le présent Accord réunit les ratifications de deux Etats signataires, il entre en vigueur entre ces Etats le trentième jour qui suit la date du dépôt du deuxième instrument de ratification. A l'égard de chaque Etat qui le ratifie par la suite, il entre en vigueur le trentième jour qui suit la date du dépôt de son instrument de ratification.

2. Dès son entrée en vigueur, le présent Accord est enregistré auprès de l'Organisation des Nations Unies par les soins du Secrétaire général de l'Organisation de l'Aviation civile internationale.

Article 12

1. Le présent Accord reste ouvert à la signature pendant les six mois qui suivent son entrée en vigueur. Il reste ensuite ouvert à l'adhésion de tout Etat non signataire membre de la Commission européenne de l'Aviation civile. Deux ans après son entrée en vigueur initiale, il est également ouvert à l'adhésion des Etats membres de l'Organisation de l'Aviation civile internationale qui ne sont pas membres de la Commission européenne de l'Aviation civile.

2. L'adhésion de tout Etat est effectuée par le dépôt d'un instrument d'adhésion auprès de l'Organisation de l'Aviation civile internationale et prend effet le trentième jour qui suit la date de ce dépôt.

Article 13

1. Tout Etat contractant peut dénoncer le présent Accord par notification écrite au Président de la Commission européenne de l'Aviation civile et à l'Organisation de l'Aviation civile internationale.

2. La dénonciation prend effet le trentième jour qui suit la date de réception de la notification par l'Organisation de l'Aviation civile internationale, mais uniquement à l'égard de l'Etat qui dénonce l'Accord, toutefois:

a) les dispositions de l'Article 8 du présent Accord restent en vigueur pendant cinq ans à partir de la date à laquelle la dénonciation prend effet à l'égard des aéronefs pour lesquels un certificat de navigabilité a été validé ou délivré en vertu des dispositions du présent Accord;

b) les dispositions, des articles 1 à 7 et de l'article 9 restent en vigueur pendant deux ans à partir de la date à laquelle la dénonciation prend effet à l'égard des aéronefs pour lesquels une demande a été formulée avant cette date en vue de la délivrance ou de la validation d'un certificat de navigabilité en vertu des dispositions du présent Accord.

Article 14

1. Le Secrétaire général de l'Organisation de l'Aviation civile internationale notifie au Président de la Commission européenne de l'Aviation civile, à tous les Etats membres de ladite Commission et à tout autre Etat qui a adhéré au présent Accord:

a) le dépôt de tout instrument de ratification ou d'adhésion et la date de ce dépôt, dans les quinze jours qui suivent cette date; et

b) la réception de toute notification de dénonciation et la date de réception, dans les quinze jours qui suivent cette date.

2. Le Secrétaire général de l'Organisation de l'Aviation civile internationale notifie également au Président de la Commission européenne de l'Aviation civile et aux Etats membres de ladite Commission la date à laquelle l'Accord entre en vigueur conformément aux dispositions de l'article 11, paragraphe 1.

Article 15

1. Pour être recevable, une demande de convocation d'une réunion des Etats contractants en vue de l'examen d'amendements éventuels à l'Accord doit être adressée à l'Organisation de l'Aviation civile internationale par vingt-cinq pour cent (25 %) au moins des Etats contractants et, au plus tôt, douze mois après l'entrée en vigueur du présent Accord. L'Organisation de l'Aviation civile internationale, en consultation avec le Président de la Commission européenne de l'Aviation civile, convoque la réunion en avisant les Etats contractants au moins trois mois à l'avance.

2. Tout projet d'amendement à l'Accord doit être approuvé lors de ladite réunion par la majorité des Etats contractants, les deux tiers des Etats contractants devant être représentés pour que la réunion puisse avoir lieu.

3. L'amendement entre en vigueur, à l'égard des Etats qui l'ont ratifié, après ratification par le nombre d'Etats contractants spécifié lors de ladite réunion ou à toute date ultérieure qui pourrait être fixée par celle-ci.

Article 16

Le présent Accord s'applique au territoire métropolitain des Etats contractants. Tout Etat contractant peut, au moment du dépôt de son instrument de ratification ou d'adhésion, spécifier, dans une déclaration adressée au Secrétaire général de l'Organisation de l'Aviation civile internationale, le ou les territoires qui doivent être considérés comme territoire métropolitain aux fins du présent Accord.

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés, ont signé le présent Accord.

Fait à Paris, le vingt-deux avril mil neuf cent soixante, en un exemplaire unique en francais, anglais et espagnol, chacun de ces textes faisant également foi. Le présent Accord est déposé auprès de l'Organisation de l'Aviation civile internationale, et le Secrétaire général de cette Organisation doit en adresser des copies certifiées conformes à tous Etats membres de l'Organisation.

Autriche:

Belgique:

Danemark:

Finlande:

France:

République Fédérale d'Allemagne:

Grèce:

Islande:

Irlande:

Italie:

Luxembourg:

Pays-Bas:

Norvège:

Portugal:

Espagne:

Suède:

Suisse:

Turquie:

Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord:

ANNEXE A L'ACCORD

Liste des documents

Les documents à produire aux termes de l'article 3 du présent Accord auquel la liste ci-après est jointe en Annexe, sont les suivants:

a) un certificat de navigabilité délivré, renouvelé ou validé au cours de la période de soixante jours qui précède immédiatement la date de la demande formulée en application des dispositions de l'article 2 de l'Accord;

b) le manuel de vol de l'aéronef, ou tout autre document admis pour certaines catégories d'aéronefs par les dispositions de l'annexe à la Convention relative à l'Aviation civile internationale qui est applicable, indiquant les données sous une forme qui permette à l'aéronef de satisfaire aux règles d'exploitation, ainsi qu'à toute limite d'emploi complétant ces règles, en vigueur dans l'Etat qui doit immatriculer l'aéronef, à moins que ledit Etat ne renonce explicitement à cette exigence;

c) le manuel d'entretien de l'aéronef établi de manière à fournir tous les renseignements appropriés sur le maintien de l'aptitude au vol de l'aéronef;

d) un devis de poids indiquant le « poids à vide » vérifié de l'aéronef et le centrage correspondant, ainsi que les centrages limites admissibles. Le « poids à vide » comprendra le poids de tout le lest fixe, du carburant

non utilisable, de l'huile non vidangeable, de la totalité du liquide de refroidissement et du fluide des circuits hydrauliques, ainsi que le poids de tous les accessoires, instruments, équipements et appareils (y compris les appareils de radio et leurs contenants, et tous autres éléments considérés comme inamovibles); le devis de poids comprendra, en outre, la liste des accessoires, équipements, appareils et autres éléments considérés comme amovibles; il indiquera leurs poids respectifs et leur position par rapport au centre de gravité;

e) les états d'inspection et d'entretien nécessaires pour permettre à l'Etat qui doit immatriculer l'aéronef de s'assurer que cet aéronef peut satisfaire aux normes de navigabilité dudit Etat.

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica

Il Ministro per gli affari esteri
FANFANI

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 19 dicembre 1967, n. **1413**.

Delega al prefetto di Udine per gli atti inerenti alla personalità giuridica della fondazione « Museo Carnico delle arti e tradizioni popolari », di Tolmezzo Carnico.

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

Viste le disposizioni del titolo II del libro I del codice civile;

Visto l'art. 1 delle disposizioni di attuazione del codice civile;

Visto lo statuto della fondazione « Museo Carnico delle arti e tradizioni popolari », di Tolmezzo (Udine), con sede in Tolmezzo Carnico (Udine) piazza Garibaldi n. 2;

Vista l'istanza, in data 22 luglio 1964, del presidente della fondazione « Museo Carnico delle arti e tradizioni popolari », di Tolmezzo (Udine), sen. prof. Michele Gortani intesa ad ottenere il riconoscimento giuridico della fondazione medesima;

Considerato che la fondazione in parola, ai sensi del citato statuto, svolge la propria attività nell'ambito della provincia di Udine con particolare riferimento alla zona carnica e che pertanto si appalesa opportuno delegare al prefetto della provincia di Udine, l'esercizio delle facoltà riservate dal codice civile all'autorità governativa, sia per quanto concerne gli atti inerenti alla personalità giuridica della fondazione, sia per quanto concerne l'acquisto di beni immobili, l'accettazione di donazioni o eredità ed il conseguimento di legati da parte della fondazione medesima;

Udito il parere del Consiglio di Stato;

Sulla proposta del Ministro per la pubblica istruzione;

Decreta:

Articolo unico

E' delegato al prefetto della provincia di Udine l'esercizio delle facoltà riservate dal codice civile all'autorità governativa, sia per quanto concerne gli atti inerenti la personalità giuridica della fondazione « Museo Carnico delle arti e tradizioni popolari », con sede in Tolmezzo Carnico (Udine), piazza Garibaldi, 2, sia per quanto concerne l'acquisto di beni immobili, l'accettazione di donazioni o eredità ed il conseguimento di legati da parte della fondazione medesima.

Il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sarà inserto nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 19 dicembre 1967

SARAGAT

GUI

Visto, *il Guardasigilli:* REALE
Registrato alla Corte dei conti, addì 1° febbraio 1968
Atti del Governo, registro n. 217, *foglio n.* 20. — GRECO

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 30 dicembre 1967, n. **1414**.

Riconoscimento, agli effetti civili, della unione della parrocchia di Maria SS. Annunziata in S. Alessio d'Aspromonte con quella di S. Maria del Bosco, nel comune di Reggio Calabria.

N. 1414. Decreto del Presidente della Repubblica 30 dicembre 1967, col quale, sulla proposta del Ministro per l'interno, viene riconosciuto, agli effetti civili, il decreto dell'Ordinario diocesano di Reggio Calabria in data 1° novembre 1966, relativo alla unione temporanea « aeque principalis » della parrocchia di Maria SS. Annunziata, in S. Alessio d'Aspromonte, con quella di S. Maria del Bosco, in frazione Podargoni del comune di Reggio Calabria.

Visto, *il Guardasigilli:* REALE
Registrato alla Corte dei conti, addì 5 febbraio 1968
Atti del Governo, registro n. 27, *foglio n.* 52. — GRECO

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 30 dicembre 1967, n. **1415**.

Riconoscimento, agli effetti civili, della unione della parrocchia di S. Maurizio con quella di S. Stefano, nel comune di S. Colombano Certenoli (Genova).

N. 1415. Decreto del Presidente della Repubblica 30 dicembre 1967, col quale, sulla proposta del Ministro per l'interno, viene riconosciuto, agli effetti civili, il decreto dell'Amministratore apostolico di Chiavari in data 1° maggio 1967, relativo alla unione temporanea « aeque principalis » della parrocchia di S. Maurizio, in frazione Baranzuolo del comune di S. Colombano Certenoli (Genova) con quella di S. Stefano, in frazione Cichero, nello stesso comune.

Visto, *il Guardasigilli:* REALE
Registrato alla Corte dei conti, addì 5 febbraio 1968
Atti del Governo, registro n. 217, *foglio n.* 53. — GRECO

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 30 dicembre 1967, n. **1416**.

Riconoscimento, agli effetti civili, della unione della parrocchia del SS. Salvatore con quella di S. Maria del Rovo, nel comune di Cava dei Tirreni (Salerno).

N. 1416. Decreto del Presidente della Repubblica 30 dicembre 1967, col quale, sulla proposta del Ministro per l'interno, viene riconosciuto, agli effetti civili, il decreto dell'Ordinario diocesano di Cava dei Tirreni e Sarno in data 10 maggio 1966, relativo alla unione temporanea « aeque principalis » della parrocchia del SS. Salvatore, in frazione Passiano del comune di Cava dei Tirreni (Salerno) con quella di S. Maria del Rovo, nello stesso comune.

Visto, *il Guardasigilli:* REALE
Registrato alla Corte dei conti, addì 5 febbraio 1968
Atti del Governo, registro n. 217, *foglio n.* 54. — GRECO

LEGGE 19 gennaio 1968, n. 58.

Ratifica ed esecuzione dell'accordo culturale tra l'Italia e la Polonia, concluso a Varsavia il 25 marzo 1965.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare l'accordo culturale tra la Repubblica italiana e la Repubblica popolare di Polonia, concluso a Varsavia il 25 marzo 1965.

Art. 2.

Piena ed intera esecuzione è data all'Accordo di cui all'articolo precedente a decorrere dalla sua entrata in vigore, in conformità all'articolo 12 dell'Accordo stesso.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 19 gennaio 1968

SARAGAT

MORO — FANFANI — GUI — PRETI

Visto, *il Guardasigilli*: REALE

Accordo culturale fra il Governo della Repubblica italiana ed il Governo della Repubblica popolare di Polonia. (Varsavia, 25 marzo 1965).

Il Governo della Repubblica italiana ed il Governo della Repubblica popolare di Polonia, desiderosi di rafforzare maggiormente e di sviluppare le amichevoli relazioni fra i due Paesi nel campo culturale, artistico, scientifico e sportivo, sulla base della reciprocità e della non ingerenza nelle questioni interne, hanno deciso di concludere un Accordo culturale ed hanno a tal fine convenuto quanto segue:

Articolo 1

Le Alte Parti contraenti si impegnano a prestarsi vicendevolmente ogni assistenza allo scopo di incoraggiare la collaborazione scientifica e culturale tra loro e, a tal fine si impegnano in particolare:

a) ad incoraggiare lo scambio, tra le università, gli istituti e le scuole dei due Paesi, di professori, uomini di scienza, ricercatori, liberi professionisti e studenti e accordare loro tutte le possibili facilitazioni nel compimento della loro missione;

b) ad assicurare in alcune università ed istituti superiori del proprio Paese l'insegnamento della lingua, della cultura e della civiltà dell'altra Parte contraente per mezzo di cattedre e lettorati e, quando possibile, per mezzo dello scambio di lettori.

Articolo 2

Il Governo della Repubblica italiana continuerà ad autorizzare il mantenimento a Roma da parte dell'Accademia polacca delle scienze di un centro scientifico e biblioteca che svolgerà attività di carattere scientifico e culturale.

Il Governo della Repubblica popolare di Polonia autorizza l'istituzione a Varsavia da parte del Governo italiano di una sala di lettura e biblioteca che svolgerà attività di carattere scientifico e culturale.

Le Alte Parti contraenti si impegnao ad agevolare in ogni misura possibile il funzionamento delle due predette istituzioni.

Articolo 3.

Al fine di facilitare la collaborazione fra le università, istituti di istruzione superiore, accademie ed istituzioni scientifiche e artistiche dei due Paesi le Alte Parti contraenti incoraggeranno:

a) lo scambio di libri e pubblicazioni di carattere scientifico, culturale e istruttivo;

b) la pubblicazione e la traduzione di opere scientifiche, letterarie ed artistiche dell'altro Paese;

c) l'organizzazione di mostre riguardanti la cultura, l'arte e la scienza dell'altro Paese.

Articolo 4

Ciascuna delle Alte Parti contraenti faciliterà agli studiosi dell'altra Parte — nel quadro delle leggi in vigore — le ricerche scientifiche negli istituti, archivi, biblioteche e musei del suo Paese. Verrà inoltre facilitata la partecipazione di studiosi e di esponenti della cultura, dell'insegnamento e dello sport dell'altra parte ai congressi e alle conferenze di carattere nazionale ed internazionale, che si svolgeranno sui rispettivi territori.

Articolo 5

Ciascuna delle Alte Parti contraenti istituirà borse di studio, sia di lunga che di breve durata, che diano la possibilità a cittadini dell'altro Paese di seguire corsi di studio e di perfezionamento a livello universitario o di intraprendere studi e lavori scientifici.

Articolo 6

Le Alte Parti contraenti esamineranno la possibilità di un reciproco riconoscimento dei titoli di studio e dei diplomi rilasciati dagli istituti di istruzione superiore dell'altra parte.

Articolo 7

Le Alte Parti contraenti cercheranno di facilitare la importazione e la vendita di dischi e di libri pubblicati nell'altro Paese. Esse incoraggeranno lo scambio e lo acquisto di film prodotti nell'altro Paese, nonchè l'organizzazione di mostre cinematografiche.

Articolo 8

Le Alte Parti contraenti incoraggeranno e faciliteranno la collaborazione nel campo della radio e della televisione, del giornalismo, dello sport e del turismo, sulla base di intese fra le competenti istituzioni di entrambi i Paesi e nell'ambito delle possibilità e dei poteri ad esse riconosciuti.

Articolo 9

Le Alte Parti contraenti incoraggeranno gli scambi di artisti nonchè di manifestazioni artistiche organizzate su basi commerciali da enti, agenzie o impresari dei due Paesi. Quando possibile, tali scambi di artisti e di manifestazioni verranno anche promossi direttamente dalle due Parti.

Articolo 10

Per facilitare il conseguimento dei loro fini culturali e scientifici, i due Governi concederanno, su base di reciprocità, alle istituzioni indicate all'art. 2, l'esenzione da ogni imposta statale, regionale e comunale di carattere normale o di carattere straordinario sui locali destinati a sede delle istituzioni stesse con la sola eccezione delle tasse percepite in remunerazione di servizi.

Articolo 11

Per l'esecuzione del presente accordo verrà istituita una commissione mista, che si riunirà alternativamente a Roma ed a Varsavia.

La commissione mista elaborerà programmi annuali o pluriennali di collaborazione culturale e ne coordinera l'attuazione. Le riunioni della commissione saranno presiedute dal rappresentante del Paese sul cui territorio si svolge la riunione.

Le questioni finanziarie derivanti dalla realizzazione del presente accordo e dei programmi annuali o pluriennali di collaborazione verranno regolate dalla commissione mista.

Articolo 12

Il presente accordo sarà ratificato ed entrerà in vigore il giorno dello scambio degli strumenti di ratifica che avverrà a Roma.

Articolo 13

Il presente accordo viene concluso per un periodo di cinque anni a partire dal giorno della sua entrata in vigore. Esso sarà prorogato automaticamente di cinque in cinque anni a meno che una delle Parti contraenti non lo denunci sei mesi prima dello scadere del periodo di validità.

Fatto a Varsavia il giorno 25 marzo 1965 in due originali, ciascuno in lingua italiana e in lingua polacca, ambedue facenti ugualmente fede.

Per il Governo della Repubblica popolare di Polonia
Marian NASZKOWSKI

Per il Governo della Repubblica italiana
Mario ZAGARI

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica
Il Ministro per gli affari esteri
FANFANI

DECRETO-LEGGE 20 febbraio 1968, n. 59.

Organizzazione comune dei mercati nei settori dei cereali, delle carni suine, delle uova, del pollame e del riso. Disposizioni relative ad alcune misure di organizzazione comune dei mercati nel settore dello zucchero, regime applicabile ai prodotti trasformati a base di ortofrutticoli con aggiunta di zucchero, all'instaurazione di un regime comune degli scambi per l'ovoalbumina e la lattoalbumina, nonchè alle restituzioni che possono essere accordate all'esportazione verso i Paesi terzi, sotto forma di merci non comprese nell'allegato II del Trattato che istituisce la Comunità Economica Europea, di taluni prodotti agricoli.

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

Visti gli articoli 77 ed 81 della Costituzione;

Visto il Trattato istitutivo della Comunità Economica Europea, ratificato con legge 14 ottobre 1957, n. 1203;

Visto il Regolamento adottato il 21 febbraio 1967 dal Consiglio dei Ministri della Comunità Economica Europea n. 44/67 e le relative norme di applicazione, concernente alcune misure di organizzazione comune dei mercati nel settore dello zucchero per la campagna 1967-1968;

Visti i Regolamenti adottati il 13 giugno 1967 dal Consiglio dei Ministri della Comunità Economica Europea, n. 120/67, n. 121/67, n. 122/67, n. 123/67, e le relative norme di applicazione, concernenti l'organizzazione comune dei mercati nei settori dei cereali, delle carni suine, delle uova e del pollame;

Visti i Regolamenti n. 48/67 e n. 170/67, adottati dal Consiglio dei Ministri della Comunità Economica Europea, rispettivamente il 7 marzo 1967 ed il 27 giugno 1967, e le relative norme di applicazione, concernenti l'instaurazione di un regime comune degli scambi per l'ovoalbumina e la lattoalbumina;

Visto il Regolamento adottato il 27 giugno 1967 dal Consiglio dei Ministri della Comunità Economica Europea n. 217/67, e le relative norme di applicazione, che fissa le condizioni per la concessione delle restituzioni che possono essere accordate all'esportazione verso i Paesi terzi, sotto forma di merci non comprese nello allegato II del Trattato che istituisce la Comunità Economica Europea, di taluni prodotti agricoli;

Visti i Regolamenti n. 220/67 e n. 789/67 adottati dal Consiglio dei Ministri della Comunità Economica Europea, rispettivamente il 30 giugno 1967 ed il 31 ottobre 1967, e le relative norme di applicazione, concernenti il regime applicabile ai prodotti trasformati a base di ortofrutticoli con aggiunta di zuccheri;

Visto il Regolamento adottato il 25 luglio 1967 dal Consiglio dei Ministri della Comunità Economica Europea n. 359/67 e le relative norme di applicazione, concernente l'organizzazione comune del mercato del riso;

Visti gli articoli 19, 33, 32, 26, 26, 11, 13, 8, 8, 32 e 14 contenuti rispettivamente nei Regolamenti comunitari 44/67, 120/67, 121/67, 122/67, 123/67, 48/67, 170/67, 217/67, 220/67, 359/67 e 789/67 relativi all'entrata in vigore ed alla diretta applicazione dei Regolamenti stessi in ciascuno degli Stati membri;

Visto il decreto-legge 30 luglio 1962, n. 955, convertito nella legge 28 settembre 1962, n. 1433, relativo alla applicazione dei prelievi all'importazione di taluni prodotti agricoli e restituzione di tali prelievi all'esportazione dei prodotti medesimi ed istituzione di una restituzione alla produzione di taluni prodotti di trasformazione;

Visto il decreto-legge 11 settembre 1963, n. 1181, convertito nella legge 3 novembre 1963, n. 1463, relativo alla instaurazione dei prelievi sui prodotti del settore suinicolo, diversi da quelli previsti dal decreto-legge del 30 luglio 1962, n. 955;

Visto il decreto-legge 23 dicembre 1964, n. 1351, convertito con modificazioni nella legge 19 febbraio 1965, n. 28, relativo all'attuazione del regime dei prelievi nei settori del latte e dei prodotti lattiero-caseari, delle carni bovine e del riso;

Visto il decreto-legge 9 novembre 1966, n. 911, convertito nella legge 20 dicembre 1966, n. 1119, relativo all'attuazione del regime dei prelievi nel settore dei grassi;

Visto il decreto-legge 17 marzo 1967, n. 80, convertito con modificazioni nella legge 13 maggio 1967, n. 267, relativo all'attuazione di interventi nel settore dei prodotti ortofrutticoli;

Visto il decreto-legge 4 luglio 1967, n. 504, convertito con modificazioni nella legge 27 luglio 1967, n. 627, concernente l'applicazione di un regime di scambi per talune merci risultanti dalla trasformazione di prodotti agricoli;

Visto il decreto-legge 11 ottobre 1967, n. 901, convertito con modificazioni nella legge 9 dicembre 1967, n. 1156, concernente la disciplina relativa ad alcuni prodotti oggetto della politica agricola della Comunità Economica Europea;

Vista la decisione della commissione della Comunità Economica Europea in data 17 luglio 1962, relativa ai metodi di cooperazione amministrativa con cui viene disposta l'istituzione di un nuovo modello di certificati di circolazione destinato a comprovare, negli scambi tra gli Stati membri, la condizione comunitaria dei prodotti agricoli soggetti al regime dei prelievi agricoli;

Vista la legge doganale 25 settembre 1940, n. 1424, ed il relativo Regolamento di esecuzione approvato con regio decreto 13 febbraio 1896, n. 65, con le successive modificazioni ed aggiunte;

Vista la tariffa dei dazi doganali approvata con decreto del Presidente della Repubblica 26 giugno 1965, n. 723, e successive aggiunte e modificazioni;

Ritenuta la straordinaria necessità ed urgenza di emanare norme per l'adattamento della vigente legislazione in conformità dei Regolamenti comunitari n. 44/67, n. 120/67, n. 121/67, n. 122/67, n. 123/67, n. 48/67, numero 170/67, n. 217/67, n. 220/67, n. 359/67 e n. 789/67;

Sentito il Consiglio dei Ministri sulla proposta dei Ministro per le finanze, di concerto con i Ministri per gli affari esteri, per il tesoro, per il bilancio e la programmazione economica, per l'agricoltura e foreste, per l'industria, il commercio e l'artigianato e per il commercio con l'estero;

Decreta:

Art. 1.

In relazione al regime dei prelievi stabilito dai Regolamenti comunitari sottocitati e dalle relative norme di applicazione, nonchè dalle successive modifiche ed aggiunte, è sospesa, a decorrere dalla data di applicazione dei regolamenti medesimi, la riscossione dei dazi previsti dalla vigente tariffa doganale, nei confronti dei prodotti indicati:

a) dall'art. 1, lettere *a*), *b*), *c*) e *d*) del Regolamento n. 120/67, adottato dal Consiglio dei Ministri della Comunità Economica Europea il 13 giugno 1967, relativo alla organizzazione comune dei mercati nel settore dei cereali;

b) dall'art. 1, paragrafo 1, lettere *a*), *b*) e *c*) del Regolamento n. 121/67, adottato dal Consiglio dei Ministri della Comunità Economica Europea il 13 giugno 1967, relativo alla organizzazione comune dei mercati nel settore delle carni suine;

c) dall'art 1, paragrafo 1, lettere *a*) e *b*) del Regolamento n. 122/67, adottato dal Consiglio dei Ministri della Comunità Economica Europea il 13 giugno 1967, relativo alla organizzazione comune dei mercati nel settore delle uova;

d) dall'art. 1, paragrafo 1, lettere *a*), *b*), *c*), *d*), *e*) ed *f*) del Regolamento n. 123/67, adottato dal Consiglio dei Ministri della Comunità Economica Europea il 13 giugno 1967, relativo alla organizzazione comune dei mercati nel settore del pollame;

e) dall'art. 1, paragrafo 1, lettere *a*), *b*) e *c*) del Regolamento n. 359/67, adottato dal Consiglio dei Ministri della Comunità Economica Europea il 25 luglio 1967, relativo alla organizzazione comune del mercato del riso.

Art. 2.

A decorrere dalla data di applicazione del regime degli scambi e dei prelievi stabilito dal Regolamento comunitario n. 44/67 adottato dal Consiglio dei Ministri della Comunità Economica Europea il 21 febbraio 1967, relativo ad alcune misure di organizzazione comune dei mercati nel settore dello zucchero per la campagna 1967-1968, i dazi previsti dalla vigente tariffa doganale nei confronti dei prodotti indicati dall'art. 1, paragrafo 2, lettere *a*), *b*) e *c*) del citato Regolamento comunitario n. 44/67, si applicano nella misura e con i criteri stabiliti dallo stesso Regolamento comunitario n. 44/67 e dalle relative norme di applicazione, nonchè dalle successive modifiche ed aggiunte.

Art. 3.

A decorrere dalla data di applicazione del regime degli scambi e dei prelievi stabilito dai Regolamenti comunitari n. 220/67 e n. 789/67, adottati dal Consiglio dei Ministri della Comunità Economica Europea rispettivamente il 30 giugno 1967 ed il 31 ottobre 1967, relativi al regime applicabile ai prodotti trasformati a base di ortofrutticoli con aggiunta di zuccheri, i dazi previsti dalla vigente tariffa doganale nei confronti dei prodotti indicati dai citati Regolamenti comunitari n. 220/67 e n. 789/67 si applicano nella misura e con i criteri stabiliti dagli stessi Regolamenti comunitari n. 220/67 e n. 789/67 e dalle relative norme di applicazione, nonchè dalle successive modifiche ed aggiunte.

Art. 4.

A decorrere dalla data di applicazione dei Regolamenti comunitari n. 48/67 e n. 170/67, adottati dal Consiglio dei Ministri della Comunità Economica Europea rispettivamente il 7 marzo 1967 ed il 27 giugno 1967, relativi all'instaurazione di un regime comune degli scambi per l'ovoalbumina e la lattoalbumina, i dazi previsti dalla vigente tariffa doganale nei confronti dei prodotti previsti rispettivamente dagli articoli 1) ed 1) dei citati Regolamenti comunitari n. 48/67 e n. 170/67, si applicano secondo la misura ed i criteri stabiliti, per l'imposta prevista per i prodotti medesimi, dagli stessi Regolamenti comunitari n. 48/67 e n. 170/67 e dalle relative norme di applicazione, nonchè dalle successive modifiche ed aggiunte.

Art. 5.

I prelievi e le altre imposizioni all'importazione o all'esportazione previsti dai Regolamenti comunitari e dalle relative norme di applicazione, nonchè dalle successive modifiche ed aggiunte, di cui agli articoli 1, 2, 3 e 4 del presente decreto, determinati dai competenti Organi della Comunità Economica Europea o dal Ministero delle finanze sulla base degli elementi di calcolo fissati dagli Organi comunitari medesimi e da questi direttamente comunicati al Ministero delle finanze - Direzione generale delle dogane e delle imposte indirette, sono resi di pubblica ragione mediante affissione di apposito annuncio presso la sede di ciascuna dogana

di 1ª classe e sono riportati nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana, nella rubrica « Disposizioni e comunicati ».

Art. 6.

Con decreti del Ministro per le finanze, di concerto coi Ministri per il bilancio e la programmazione economica, per il tesoro, per l'agricoltura e foreste, per l'industria, il commercio e l'artigianato e per il commercio con l'estero possono essere emanati i provvedimenti relativi all'adozione delle misure non obbligatorie previste dai Regolamenti comunitari e dalle relative norme di applicazione, nonchè dalle successive modifiche ed aggiunte di cui agli articoli 1, 2, 3 e 4 del presente decreto, nei limiti e secondo le disposizioni stabiliti dagli stessi regolamenti comunitari e dalle relative norme di applicazione, nonchè dalle successive modifiche ed aggiunte.

La disposizione di cui al comma precedente si applica anche per l'adozione delle misure non obbligatorie previste dai Regolamenti comunitari e dalle relative norme di applicazione, nonchè dalle successive modifiche ed aggiunte, di cui ai decreti-legge 23 dicembre 1964, n. 1351 convertito con modificazioni nella legge 19 febbraio 1965, n. 28; 9 novembre 1966, n. 911 convertito nella legge 20 dicembre 1966, n. 1119; 17 marzo 1967, n. 80, articoli 4 e 5, convertito con modificazioni nella legge 13 maggio 1967, n. 267 e 4 luglio 1967, n. 504 convertito con modificazioni nella legge 27 luglio 1967, numero 627.

Salvo quanto stabilito col successivo art. 27, restano invariate le norme stabilite dal decreto-legge 11 ottobre 1967, n. 901, convertito con modificazioni nella legge 9 dicembre 1967, n. 1156, concernenti la disciplina relativa ad alcuni prodotti oggetto della politica agricola della Comunità Economica Europea.

Art. 7.

Fatte salve le eccezioni previste dai Regolamenti comunitari citati agli articoli 1, 2, 3 e 4 del presente decreto, per la classificazione dei prodotti di cui ai medesimi articoli 1, 2, 3 e 4 valgono le norme per l'interpretazione e l'applicazione della vigente tariffa doganale.

In relazione alla nomenclatura tariffaria che risulta dall'applicazione dei Regolamenti comunitari e dalle relative norme di applicazione, nonchè dalle successive modifiche ed aggiunte di cui ai precedenti articoli 1, 2, 3 e 4 il Ministro per le finanze provvederà con proprio decreto ad apportare le conseguenti modificazioni alle voci della vigente tariffa doganale.

Art. 8.

In deroga all'art. 1 del testo delle disposizioni sulle importazioni ed esportazioni temporanee, approvato con regio decreto-legge 18 dicembre 1913, n. 1453, convertito nella legge 17 aprile 1925, n. 473, e successive aggiunte e modifiche, il Ministro per le finanze di concerto con i Ministri per l'agricoltura e foreste, per l'industria, il commercio e l'artigianato e per il commercio con l'estero, con proprio decreto, potrà escludere totalmente o parzialmente, in osservanza di conformi disposizioni adottate dai competenti Organi della Comunità Economica Europea, la concessione della temporanea importazione, ai soli effetti dei dazi, dei prelievi e delle tasse di effetto equivalente, per i prodotti di cui agli articoli 1, 2, 3 e 4 del presente decreto.

Con la stessa procedura potrà essere esclusa l'applicazione del beneficio di cui alla legge 9 ottobre 1964, n. 948, modificata con l'art. 11 del decreto-legge 4 luglio 1967, n. 504, convertito nella legge n. 627 del 27 luglio 1967.

Art. 9.

A decorrere dalla data di applicazione dei Regolamenti comunitari indicati agli articoli 1, 2, 3 e 4 del presente decreto:

a) per i prodotti di cui agli articoli 1 e 4, come tali o sotto forma delle merci elencate rispettivamente nell'allegato *B* del Regolamento comunitario n. 120/67, nell'allegato del Regolamento comunitario n. 122/67 e nell'allegato *B* del Regolamento comunitario n. 359/67, riprese nell'elenco unificato di cui all'allegato *A* del Regolamento comunitario n. 217/67 e successive modificazioni, sono accordate restituzioni alla esportazione o alla produzione, nonchè premi di denaturazione nella misura e secondo i principi ed i criteri stabiliti dai Regolamenti comunitari n. 120/67, n. 121/67, n. 122/67, n. 123/67, n. 359/67 e n. 217/67 e dalle relative norme di applicazione, nonchè dalle successive modifiche ed aggiunte;

b) per i prodotti di cui all'art. 2 e all'art. 3 come tali o sotto forma delle merci elencate nell'allegato del Regolamento comunitario n. 44/67, riprese nell'elenco unificato di cui all'allegato *A* del Regolamento comunitario n. 217/67 e successive modificazioni, possono essere accordate restituzioni all'esportazione o alla produzione, nonchè premi di denaturazione secondo i principi ed i criteri stabiliti dai Regolamenti comunitari n. 44/67, n. 220/67 e n. 217/67 e dalle relative norme di applicazione, nonchè dalle successive modifiche ed aggiunte.

Le disposizioni e le condizioni per la concessione delle agevolazioni di cui al comma precedente, lettera *a*), sono stabilite con decreti del Ministro per le finanze, da emanarsi di concerto coi Ministri per il bilancio e la programmazione economica, per il tesoro, per l'agricoltura e foreste, per l'industria, il commercio e l'artigianato e per il commercio con l'estero.

Con decreti del Ministro per le finanze da emanarsi di concerto coi Ministri per il bilancio e la programmazione economica, per il tesoro, per l'agricoltura e foreste, per l'industria, il commercio e l'artigianato e per il commercio con l'estero, sarà formato ed approvato l'elenco dei prodotti ammessi alle agevolazioni previste dal primo comma, lettera *b*), e saranno stabilite le disposizioni e le condizioni nonchè la misura delle agevolazioni stesse nei limiti risultanti dai provvedimenti comunitari menzionati nel detto primo comma, lettera *b*). L'elenco, le disposizioni e condizioni nonchè la misura suddetti possono essere variati con la stessa procedura.

Per i prodotti di cui al primo comma, si applica il disposto dell'art. 6 del decreto-legge 17 marzo 1967, n. 80, convertito con modificazioni nella legge 13 maggio 1967, n. 267.

Art. 10.

La concessione dell'agevolazione prevista all'art. 6 del decreto-legge 23 dicembre 1964, n. 1351, convertito con modificazioni nella legge 19 febbraio 1965, n. 28, per i prodotti indicati agli articoli 1 e 3 dello stesso decreto-legge può essere estesa alle esportazioni dei medesimi prodotti effettuate sotto forma di merci elen-

cate nell'allegato del Regolamento comunitario n. 13/64, quale risulta dal Regolamento comunitario n. 195/67, e nell'allegato del Regolamento comunitario. n. 16/64, quale risulta dal Regolamento comunitario n. 193/67, e riprese nell'elenco unificato di cui all'allegato *A* del Regolamento comunitario n. 217/67 e successive modifiche ed aggiunte, secondo i principi ed i criteri stabiliti dai Regolamenti comunitari n. 13/64, n. 16/64 e n. 217/67 e dalle relative norme di applicazione, nonchè dalle successive modifiche ed aggiunte.

Art. 11.

Le aliquote delle restituzioni di cui ai precedenti articoli 9 e 10, determinate dai competenti Organi della Comunità Economica Europea o dal Ministero delle finanze sulla base degli elementi di calcolo fissati dagli Organi comunitari medesimi e da questi direttamente comunicati al Ministero delle finanze - Direzione generale delle dogane e delle imposte indirette, sono rese di pubblica ragione a tutti gli effetti, ivi compresa la liquidazione, mediante affissione di apposito annuncio presso la sede di ciascuna dogana di 1ª classe e di ciascuna intendenza di finanza competente. Dette aliquote sono riportate nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana, nella rubrica « Disposizioni e comunicati ».

Art. 12.

L'importazione e l'esportazione dei prodotti di cui agli articoli 1, 2, 3 e 4 del presente decreto può essere subordinata alla presentazione di un certificato di importazione o di esportazione da rilasciarsi dal Ministero delle finanze su conforme determinazione del Ministero del commercio con l'estero.

Con decreto del Ministro per il commercio con l'estero, di concerto con i Ministri per le finanze, per l'agricoltura e foreste e per l'industria, il commercio e l'artigianato, saranno stabiliti i prodotti per i quali è richiesta la presentazione del certificato di importazione o di esportazione di cui al comma precedente.

Art. 13.

Le domande per il rilascio dei certificati di importazione e di esportazione, di cui al comma secondo del precedente art. 12, sono esaminate, ai fini dell'eventuale adozione dei provvedimenti di salvaguardia di cui al successivo art. 14, da un comitato interministeriale, costituito presso il Ministero del commercio con l'estero, composto da un rappresentante del Ministero del commercio con l'estero, che lo presiede, da un rappresentante del Ministero dell'agricoltura e foreste, da un rappresentante del Ministero del bilancio e della programmazione economica, da un rappresentante del Ministero delle finanze, da un rappresentante del Ministero dell'industria, del commercio e dell'artigianato e da un rappresentante del Ministero del tesoro.

Il rilascio dei certificati di cui al comma precedente, per quanto concerne l'importazione e l'esportazione, è condizionato alla preventiva costituzione di un deposito cauzionale, ovvero alla prestazione di una fidejussione bancaria, a garanzia della realizzazione dell'operazione.

La misura della cauzione e le modalità per la costituzione della stessa o per la prestazione di fidejussione, nonchè per lo svincolo o incameramento, totale o parziale, saranno determinate con decreto del Ministro per il commercio con l'estero, di concerto con i Ministri per il tesoro, per il bilancio e la programmazione economica, per le finanze, per l'agricoltura e le foreste e per l'industria, il commercio e l'artigianato.

Per ottenere il certificato di importazione o di esportazione, di cui al primo comma, l'interessato deve rivolgere al Ministero del commercio con l'estero apposita istanza contenente tutti i dati inerenti all'operazione da compiere. Le relative modalità saranno stabilite dal predetto Ministero del commercio con l'estero.

Art. 14.

Quando dalla importazione o dalla esportazione dei prodotti di cui agli articoli 1, 2, 3 e 4 del presente decreto derivino o possano derivare gravi perturbazioni dei mercati, suscettibili di compromettere gli obiettivi previsti dall'art. 39 del Trattato istitutivo della Comunità Economica Europea, sono disposte misure appropriate fino alla scomparsa della perturbazione o del rischio di perturbazione. Fuori dei casi nei quali dette misure sono disposte con norme obbligatorie da parte dei competenti Organi della Comunità Economica Europea, i relativi provvedimenti verranno emanati dal Ministro per il commercio con l'estero, su proposta del Ministro per l'agricoltura e le foreste, sentito il Ministro per l'industria, il commercio e l'artigianato.

Art. 15.

I prodotti di cui ai precedenti articoli 1, 2, 3 e 4 presentati all'importazione, sono ammessi a beneficiare delle disposizioni relative all'abolizione o alla riduzione progressiva dei dazi, dei prelievi agricoli o delle tasse di effetto equivalente negli scambi tra Stati membri, previste dai Regolamenti comunitari 44/67, 48/67, 120/67, 121/67, 122/67, 123/67, 170/67, 359/67 e successive modifiche ed aggiunte, su presentazione degli appositi documenti stabiliti dai competenti Organi della Comunità Economica Europea.

Le dogane possono richiedere l'esibizione di ogni altro mezzo supplementare di prova quando ritengano che l'identità della merce presentata non possa essere accertata sulla sola base di tali documenti e possono rifiutare di applicare alle merci stesse i benefici di cui al precedente comma, qualora gli interessati non forniscano validi elementi di prova.

La presentazione del documento di cui al primo comma del presente articolo non dispensa gli importatori dal compimento delle altre formalità previste dalla legge doganale 25 settembre 1940, n. 1424.

Art. 16.

All'esportazione verso altro Stato membro, per i prodotti di cui agli articoli 1, 2, 3 e 4, che rispondono alle condizioni stabilite dai Regolamenti comunitari 44/67, 48/67, 120/67, 121/67, 122/67, 123/67, 170/67, 359/67 e successive modifiche ed aggiunte, relative alla abolizione o riduzione progressiva dei dazi, dei prelievi agricoli e delle tasse di effetto equivalente negli scambi tra gli Stati membri, agli esportatori che ne facciano richiesta è rilasciato, a cura dell'ufficio doganale attraverso il quale ha luogo l'esportazione, il documento stabilito dai competenti Organi della Comunità Economica Europea, ai fini dell'applicazione del regime comunitario nel Paese membro di destinazione.

Art. 17.

Per l'applicazione delle disposizioni relative alle riscossioni ed alle restituzioni previste dai precedenti articoli, si osservano le norme stabilite dalle leggi e dai regolamenti doganali in materia di riscossione e di restituzione dei dazi doganali.

I prelievi e le altre imposizioni all'importazione o alla esportazione previsti dai Regolamenti comunitari e dalle relative norme di applicazione, nonchè dalle successive modifiche e aggiunte, indicati agli articoli 1, 2, 3 e 4 del presente decreto, sono compresi fra i diritti di confine di cui all'art. 7, secondo comma, della legge doganale 25 settembre 1940, n. 1424.

Art. 18.

Il Ministro per le finanze con propri decreti stabilisce le disposizioni, le formalità e le condizioni da osservare in tutti i casi nei quali le norme comunitarie dispongono l'adozione di misure amministrative in materia di applicazione di prelievi o di altre imposizioni all'importazione o all'esportazione, di concessioni di restituzioni all'esportazione o alla produzione, nonchè di premi di denaturazione.

Art. 19.

Per la risoluzione delle controversie fra le dogane e gli importatori o gli esportatori, relative all'applicazione dei dazi, dei prelievi, delle restituzioni o dei premi di denaturazione di cui al presente decreto, si applica il procedimento previsto dal testo unico delle leggi approvato con regio decreto 9 aprile 1911, n. 330 e successive modificazioni ed aggiunte.

Art. 20.

Le somme introitate in conseguenza dell'applicazione dei prelievi sui prodotti di cui agli articoli 1, 2 e 3 del presente decreto affluiranno ad appositi capitoli nello stato di previsione delle entrate.

Art. 21.

All'onere derivante dalle disposizioni di cui agli articoli 6, 9, 10 e 23 del presente decreto, valutato per l'anno finanziario 1968 in lire 99 miliardi si farà fronte:

quanto a lire 52.740.380.000 con corrispondente riduzione dei fondi stanziati sui capitoli 1927, 1929, 1930 e 1931 dello stato di previsione della spesa del Ministero delle finanze per lo stesso anno finanziario;

quanto a lire 46.259.620.000 con corrispondente aliquota delle entrate di cui al precedente articolo 20.

Il Ministro per il tesoro è autorizzato ad apportare con propri decreti le occorrenti variazioni di bilancio.

Art. 22.

Dalla data di applicazione dei Regolamenti comunitari di cui all'art. 1 del presente decreto, sono abrogati il decreto-legge 30 luglio 1962, n. 955, convertito nella legge 28 settembre 1962, n. 1433, il decreto-legge 11 settembre 1963, n. 1181, convertito nella legge 3 novembre 1963, n. 1463, nonchè le norme relative ai prodotti del settore del riso, contenute nel decreto-legge 23 dicembre 1964, n. 1351, convertito, con modificazioni, nella legge 19 febbraio 1965, n. 28.

Sono inoltre abrogate le norme del decreto-legge 4 luglio 1967, n 504, convertito, con modificazioni, nella legge 27 luglio 1967, n. 627, per quanto incompatibili con il presente decreto.

Art. 23.

L'art. 4 del decreto-legge 9 novembre 1966, n. 911, convertito nella legge 20 dicembre 1966, n. 1119, è modificato come segue:

« A decorrere dalla data di applicazione del Regolamento comunitario indicato all'art. 1 del presente decreto:

a) per i prodotti di cui allo stesso art. 1, per i quali in attuazione del Regolamento comunitario n. 136/66 e delle relative norme di applicazione nonchè delle successive modifiche ed aggiunte, sono fissate con norme emanate dai competenti Organi della Comunità Economica Europea restituzioni all'esportazione o alla produzione in misura obbligatoria, dette restituzioni sono accordate nella misura e secondo i principi ed i criteri stabiliti dalle relative norme comunitarie. Le disposizioni e le condizioni per la concessione delle agevolazioni stesse sono stabilite con decreto del Ministro per le finanze, di concerto coi Ministri per il bilancio e la programmazione economica, per il tesoro, per l'agricoltura e foreste, per l'industria, il commercio e l'artigianato e per il commercio con l'estero;

b) per i prodotti di cui allo stesso art. 1 per i quali, in attuazione del Regolamento comunitario n. 136/66 e delle relative norme di applicazione nonchè delle successive modifiche ed aggiunte, sono consentite restituzioni alla esportazione o alla produzione, dette restituzioni possono essere concesse con decreto del Ministro per le finanze, da emanarsi di concerto con i Ministri per il bilancio e la programmazione economica, per il tesoro, per l'agricoltura e foreste, per l'industria, il commercio e l'artigianato e per il commercio con l'estero. Con detto provvedimento sarà formato ed approvato l'elenco dei prodotti ammessi alle dette agevolazioni e saranno stabilite le disposizioni e le condizioni nonchè la misura delle agevolazioni stesse, nei limiti risultanti dal citato Regolamento comunitario n. 136/66 e dalle relative norme di applicazione nonchè dalle successive modifiche ed aggiunte. L'elenco, le disposizioni e condizioni nonchè la misura predetti possono essere variati con la stessa procedura ».

Art. 24.

L'art. 6 del decreto-legge 9 novembre 1966, n. 911 convertito nella legge 20 dicembre 1966, n. 1119, è modificato come segue:

« Per l'applicazione delle disposizioni relative alle riscossioni ed alle restituzioni previste dai precedenti articoli, si osservano le norme stabilite dalle leggi e dai regolamenti doganali in materia di riscossione e di restituzione dei dazi doganali.

I prelievi e le altre imposizioni all'importazione o all'esportazione previsti dal Regolamento comunitario e dalle relative norme di applicazione, nonchè dalle successive modifiche ed aggiunte, indicato all'art. 1 del presente decreto, sono compresi fra i diritti di confine di cui all'art. 7, secondo comma, della legge doganale 25 settembre 1940, n. 1424 ».

Art. 25.

L'art. 9 del decreto-legge 23 dicembre 1964, n. 1351, convertito, con modificazioni, nella legge 19 febbraio 1965, n. 28, è modificato come segue:

« Per l'applicazione delle disposizioni relative alle riscossoni ed alle restituzioni previste dai precedenti arti-

coli, si osservano le norme stabilite dalle leggi e dai regolamenti doganali in materia di riscossione e di restituzione dei dazi doganali.

I prelievi e le altre imposizioni all'importazione o all'esportazione previsti dai Regolamenti comunitari e dalle relative norme di applicazione, nonchè dalle successive modifiche ed aggiunte, indicati agli articoli 1, 2 e 3 del presente decreto, sono compresi tra i diritti di confine di cui all'art. 7, secondo comma, della legge doganale 25 settembre 1940, n. 1424 ».

Art. 26.

In tutti i casi nei quali, ai fini dell'accertamento, le merci devono essere sottoposte a visita doganale a norma delle vigenti disposizioni legislative e regolamentari, la dogana può disporre che la visita sia limitata ad una parte soltanto delle merci descritte nella dichiarazione.

Agli effetti previsti dall'art. 28 della legge doganale 25 settembre 1940, n. 1424, la responsabilità degli impiegati, per quanto attiene alla visita, è limitata alla parte delle merci di cui la dogana abbia disposto la visita stessa.

Art. 27.

I servizi relativi al pagamento delle somme dovute a titolo di restituzione, all'esportazione o alla produzione, dei prelievi o dei dazi per i prodotti che formano oggetto della politica agricola della Comunità Economica Europea, nonchè quelli relativi al pagamento delle sovvenzioni di cui al decreto-legge 11 ottobre 1967, n. 901, convertito, con modificazioni, nella legge 9 dicembre 1967, n. 1156 possono essere accentrati, con decreto del Ministro per le finanze di concerto con quello per il tesoro, presso una o più intendenze di finanza.

Le aperture di credito per i pagamenti di cui al comma precedente sono disposte, a favore degli intendenti di finanza competenti per i pagamenti stessi, anche in deroga ai limiti stabiliti dall'art. 56 del regio decreto 18 novembre 1923, n. 2440, e successive modificazioni.

I rendiconti sugli ordini di accreditamento di cui al comma precedente sono resi con le modalità indicate all'art. 60 del regio decreto 18 novembre 1923, n. 2440, e sono soggetti al controllo delle ragionerie provinciali dello Stato e delle delegazioni regionali della Corte dei conti competenti per territorio in relazione all'accentramento effettuato a norma del primo comma del presente articolo.

Art. 28.

Ferma restando la disciplina stabilita con il decreto ministeriale 8 agosto 1947, pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* n. 194 del 26 agosto 1947, e successive modificazioni, la quota per spese di amministrazione ed incentivazione dei servizi, prevista dall'art. 1, primo comma, del decreto del Ministro per le finanze 4 ottobre 1966, pubblicato nel Suppl. str. al Bollettino ufficiale del Ministero delle finanze - Parte I - numeri 9-10 del settembre-ottobre 1966, è determinata annualmente con decreto dello stesso Ministro per le finanze in misura non superiore al cinque per cento delle somme spettanti al fondo istituito a disposizione del direttore generale delle dogane ed imposte indirette con il citato decreto ministeriale 8 agosto 1947.

La quota di cui al comma precedente, detratte le spese di amministrazione, è devoluta in premi di rendimento e di operosità a favore del personale in servizio presso le dogane, secondo i criteri da stabilirsi dal Ministro per le finanze con lo stesso decreto.

Rimangono ferme, a tutti gli effetti, le ripartizioni già effettuate, a norma del decreto ministeriale 8 agosto 1947 e successive modificazioni, alla data di entrata in vigore del presente decreto.

Art. 29.

Il presente decreto entra in vigore il giorno successivo a quello della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana, con effetto per quanto riguarda gli articoli 1, 2, 3, 4, 9, 10 dalla data di applicazione dei Regolamenti comunitari indicati nei medesimi articoli e sarà presentato alle Camere per la sua conversione in legge.

Il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sarà inserto nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 20 febbraio 1968

SARAGAT

MORO — PRETI — FANFANI — COLOMBO — PIERACCINI — RESTIVO — ANDREOTTI — TOLLOY

Visto, *il Guardasigilli*: REALE
Registrato alla Corte dei conti, addì 20 *febbraio* 1968
Atti del Governo, registro n. 217, *foglio n.* 67. — GRECO

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 8 gennaio 1968, n. 60.

Erezione in ente morale della cassa scolastica della scuola media statale « Nino Bixio », di Roma.

N. 60. Decreto del Presidente della Repubblica 8 gennaio 1968, col quale, sulla proposta del Ministro per la pubblica istruzione, la cassa scolastica della scuola media statale « Nino Bixio », di Roma, viene eretta in ente morale e ne viene approvato lo statuto.

Visto, *il Guardasigilli*: REALE
Registrato alla Corte dei conti, addì 5 *febbraio* 1968
Atti del Governo, registro n. 217, *foglio n.* 57. — GRECO

DECRETO MINISTERIALE 27 luglio 1967.

Costituzione del consiglio di amministrazione della Scuola archeologica italiana di Atene.

IL MINISTRO PER LA PUBBLICA ISTRUZIONE

Visto l'art. 4 della legge 18 maggio 1967, n. 394, relativa alla Scuola archeologica italiana di Atene;

Visto il telespresso n. 181/4169 del 24 ottobre 1967 con il quale il Ministero degli affari esteri ha designato il proprio rappresentante nella persona del ministro plenipotenziario Luigi Valdettaro della Rocchetta, vice direttore generale per le relazioni culturali, in seno al consiglio di amministrazione della predetta scuola;

Decreta:

Art. 1.

Con decorrenza 1° gennaio 1968 e per la durata di un triennio, è costituito il consiglio di amministrazione della Scuola archeologica italiana di Atene, così composto:

Levi prof. Teodoro, direttore della Scuola archeologica italiana di Atene, presidente;

Molajoli prof. Bruno, direttore generale delle antichità e belle arti, rappresentante del Ministero della pubblica istruzione;

Valdettaro della Rocchetta dott. Luigi, ministro plenipotenziario, vice direttore generale per le relazioni culturali, rappresentante del Ministero degli affari esteri;

Zaccaria prof. Giovanni, libero docente di contabilità di Stato presso l'Università degli studi di Roma, in qualità di esperto;

Caputo prof. Giacomo, libero docente di archeologia e storia dell'arte antica presso l'Università degli studi di Firenze, in qualità di esperto.

Art. 2.

La spesa per il funzionamento di detto consiglio graverà sui fondi annualmente a disposizione della Scuola archeologica italiana di Atene, di cui all'art. 11 della citata legge n. 394.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Roma, addì 27 luglio 1967

Il Ministro: GUI

(1550)

DECRETO MINISTERIALE 24 gennaio 1968.

Nomina del vice presidente della Cassa di risparmio di Verona, Vicenza e Belluno, con sede in Verona.

IL MINISTRO PER IL TESORO

Visto il regio decreto-legge 12 marzo 1936, n. 375, e successive modificazioni;

Visto il regio decreto-legge 24 febbraio 1938, n. 204, convertito nella legge 3 giugno 1938, n. 778;

Visto il decreto legislativo del Capo provvisorio dello Stato 17 luglio 1947, n. 691;

Visto lo statuto della Cassa di risparmio di Verona, Vicenza e Belluno, con sede in Verona, approvato con decreto ministeriale del 28 dicembre 1956, modificato con decreto ministeriale del 17 ottobre 1961;

Visto il decreto ministeriale del 20 dicembre 1961, con il quale il cav. del lav. dott. Mario Balestrieri venne nominato vice presidente della predetta Cassa

Considerato che il menzionato nominativo è scaduto di carica per compiuto periodo statutario;

Sentito il Comitato interministeriale per il credito ed il risparmio;

Decreta:

Il dott. Gianfranco Bertani è nominato vice presidente della Cassa di risparmio di Verona, Vicenza e Belluno, con sede in Verona, con decorrenza dalla data di pubblicazione del presente decreto e per la durata prevista dalle norme statutarie.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Roma, addì 24 gennaio 1968

Il Ministro: COLOMBO

(1298)

DECRETO MINISTERIALE 27 gennaio 1968.

Approvazione di alcuni tassi non compresi in tariffe di assicurazione sulla vita attualmente in vigore, presentati dalla società « Unione subalpina di assicurazioni », con sede in Milano.

IL MINISTRO PER L'INDUSTRIA, IL COMMERCIO E L'ARTIGIANATO

Visto il testo unico delle leggi sull'esercizio delle assicurazioni private approvato con decreto del Presidente della Repubblica 13 febbraio 1959, n. 449 e le successive disposizioni modificative ed integrative;

Visto il regolamento approvato con regio decreto 4 gennaio 1925, n. 63 e le successive disposizioni modificative ed integrative;

Vista la domanda della società « Unione subalpina di assicurazioni », con sede in Milano, intesa ad ottenere l'approvazione di alcuni tassi non compresi in due tariffe di assicurazione sulla vita, con visita medica;

Vista la relazione tecnica;

Decreta:

Sono approvati, secondo il testo debitamente autenticato, alcuni tassi di premio non compresi nelle seguenti tariffe di assicurazione sulla vita, attualmente in vigore, presentati dalla società « Unione subalpina di assicurazioni », con sede in Milano:

Tariffa IV a, relativa all'assicurazione temporanea, a premio annuo, di un capitale pagabile alla morte dell'assicurato, qualora essa avvenga entro un determinato periodo di tempo (approvata con decreto ministeriale 29 agosto 1967);

Tariffa IV u, relativa all'assicurazione temporanea, a premio unico, di un capitale pagabile alla morte dell'assicurato, qualora essa avvenga entro un determinato periodo di tempo (approvata con decreto ministeriale 29 agosto 1967).

Roma, addì 27 gennaio 1968

Il Ministro: ANDREOTTI

(1174)

DECRETO MINISTERIALE 27 gennaio 1968.

Approvazione delle nuove condizioni speciali per le assicurazioni di gruppo, presentate dalla società « Compagnie riunite di assicurazione », con sede in Torino.

IL MINISTRO PER L'INDUSTRIA, IL COMMERCIO E L'ARTIGIANATO

Visto il testo unico delle leggi sull'esercizio delle assicurazioni private approvato con decreto del Presidente della Repubblica 13 febbraio 1959, n. 449 e le successive disposizioni modificative ed integrative;

Visto il regolamento approvato con regio decreto 4 gennaio 1925, n. 63 e le successive disposizioni modificative ed integrative;

Vista la domanda della società « Compagnie riunite di assicurazione », con sede in Torino, intesa ad ottenere l'approvazione delle condizioni speciali per le assicurazioni di gruppo;

Decreta:

Sono approvate, secondo il testo debitamente autenticato, le nuove condizioni speciali per le assicurazioni

di gruppo per il caso di morte e per il caso di morte ed invalidità, presentate dalla società « Compagnie riunite di assicurazione », con sede in Torino, in sostituzione delle analoghe approvate con decreto ministeriale 26 febbraio 1965.

Roma, addì 27 gennaio 1968

Il Ministro: ANDREOTTI

(1173)

ORDINANZA MINISTERIALE 10 febbraio 1968.

Vaccinazione obbligatoria antirabbica dei cani esistenti nelle province centro-meridionali ed in quelle della Sicilia.

IL MINISTRO PER LA SANITA'

Visto il testo unico della legge comunale e provinciale, approvato con regio decreto 3 marzo 1934, n. 383;

Visto il testo unico delle leggi sanitarie, approvato con regio decreto 27 luglio 1934, n. 1265;

Visto il regolamento di polizia veterinaria, approvato con decreto del Presidente della Repubblica 8 febbraio 1954, n. 320;

Viste le precedenti ordinanze ministeriali relative alla vaccinazione obbligatoria antirabbica dei cani esistenti nelle province centro-meridionali ed in quelle della Sicilia per gli anni 1964, 1965, 1966 e 1967;

Ritenuto necessario proseguire la lotta contro la rabbia canina nelle province di cui alle ordinanze sopra menzionate;

Ordina:

Art. 1.

E' resa obbligatoria la vaccinazione antirabbica precontagio dei cani esistenti nel territorio delle province delle Marche, dell'Umbria, del Lazio, degli Abruzzi, del Molise, della Campania, della Basilicata, delle Puglie, della Calabria e della Sicilia.

Art. 2.

Le operazioni di vaccinazione avranno inizio il 1° maggio e termineranno il 31 luglio 1968.

I cani vaccinati dopo il 1° ottobre 1967 sono esentati dall'obbligo della vaccinazione.

La vaccinazione è differita:

a) nelle femmine gravide, a dopo il parto e l'allattamento;

b) nei cuccioli, a dopo il terzo mese di età;

c) nei cani vaccinati contro il cimurro, a dopo 15-20 giorni da detto trattamento.

Art. 3.

I sindaci provvederanno a rendere noti i luoghi dove debbono essere condotti i cani da vaccinare, nei giorni e nelle ore stabiliti. Nei luoghi anzidetti, la vaccinazione sarà eseguita dai veterinari comunali ed, ove occorra, da veterinari liberi esercenti assunti straordinariamente dall'autorità comunale.

Il veterinario provinciale potrà, tuttavia, autorizzare, ai sensi dell'art. 65 del vigente regolamento di polizia veterinaria, i veterinari liberi esercenti ad effettuare le vaccinazioni antirabbiche nei loro ambulatori o a domicilio dei possessori dei cani.

Art. 4.

Il veterinario che ha eseguito la vaccinazione dovrà rilasciare agli interessati un attestato, conforme al modello allegato.

I veterinari liberi esercenti, autorizzati ai sensi del secondo comma del precedente art. 3, oltre al Mod. 12 previsto dall'art. 65 del citato regolamento di polizia veterinaria, devono, ad operazioni ultimate, inviare all'ufficio del veterinario comunale anche le matrici degli attestati.

Art. 5.

Il vaccino antirabbico è distribuito gratuitamente per il tramite degli uffici veterinari provinciali che di volta in volta, ne faranno richiesta al Ministero della sanità.

Le spese per il censimento dei cani, per l'avviso ai proprietari nonchè quelle per l'organizzazione della campagna vaccinale sono a carico dei comuni, che devono mettere a disposizione dei veterinari comunali anche il personale e le guardie necessarie.

Art. 6.

Ai veterinari comunali ed a quelli assunti straordinariamente sarà corrisposto dai privati, a titolo di rimborso spese, la somma di lire trecento per ogni cane vaccinato nei luoghi e nelle ore stabiliti dall'autorità comunale.

Art. 7.

A decorrere dal 1° maggio 1968, coloro che trasferiscono il proprio cane nelle province indicate nell'art. 1, dovranno dimostrare che l'animale è stato sottoposto al trattamento vaccinale antirabbico da non oltre un anno. In mancanza della relativa certificazione, i cani dovranno essere vaccinati a spese degli interessati.

Art. 8.

A complemento delle disposizioni contenute nella presente ordinanza, il veterinario provinciale potrà disporre:

a) il divieto di impiegare cani per la caccia nelle località nelle quali la rabbia risulta diffusa tra gli animali selvatici;

b) l'estensione dell'obbligo della vaccinazione ad animali domestici di altra specie, qualora si siano manifestati casi di rabbia tra questi animali.

Art. 9.

Trascorsi i termini indicati nell'art. 2, sarà proceduto d'ufficio, a spese degli interessati e con le modalità previste nella legge comunale e provinciale, alla vaccinazione dei cani che risultano non vaccinati.

Art. 10.

I prefetti, i veterinari provinciali, i sindaci, i veterinari comunali, le guardie giurate e tutti gli agenti della forza pubblica, sono incaricati dell'esecuzione della presente ordinanza, che sarà pubblicata nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Roma, addì 10 febbraio 1968

Il Ministro: MARIOTTI

N. . . .

PROVINCIA DI . . . .

Comune di . . . . . .

Il sottoscritto veterinario . . . .

attesta di aver praticato in data . . . . la vaccinazione

antirabbica pre-contaggio al cane di sesso . . . di razza . . . . .

di colore . . . . di taglia . . . . . appartenente

al sig . . . . abitante in . . . . .

. . . . vaccino impiegato . . . . . .

Serie n . . . . Istituto produttore . . . .

. . . .

Il veterinario $\frac{\textit{comunale}}{\textit{autorizzato}}$ (1)

---

(1) Depennare la dicitura che non serve

N. . . .

PROVINCIA DI . . . .

Comune di . . . . . .

Il sottoscritto veterinario . . . .

attesta di aver praticato in data . . . . la vaccinazione

antirabbica pre-contaggio al cane di sesso . . di razza . . . . .

di colore . . . . di taglia . . . . appartenente

al sig . . . . abitante in . . .

. . . . vaccino impiegato . . . . .

Serie n . . . Istituto produttore . . . .

. . . .

Il veterinario $\frac{\textit{comunale}}{\textit{autorizzato}}$ (1)

---

(1) Depennare la dicitura che non serve

(1690)

DISPOSIZIONI E COMUNICATI

MINISTERO DELL'AGRICOLTURA E DELLE FORESTE

Disciplinare concernente norme per l'attuazione dell'ammasso volontario delle vacche di 3ª categoria conferite nel periodo 1° ottobre 1967-30 settembre 1968. (Decreto ministeriale 14 dicembre 1967, pubblicato nella « Gazzetta Ufficiale » n. 33 del 7 febbraio 1968).

IL MINISTRO
PER L'AGRICOLTURA E PER LE FORESTE

Vista la domanda presentata dall'Associazione italiana allevatori, intesa ad ottenere la concessione dei contributi previsti dall'art. 8 della legge 27 ottobre 1966, n. 910, sulle spese occorrenti per attuare la raccolta, la macellazione, la conservazione e la vendita collettiva delle vacche di 3ª categoria conferite nel periodo 1° ottobre 1967-30 settembre 1968;

Considerata l'opportunità di assistere detta iniziativa collettiva con il contributo dello Stato, sia sulle spese di gestione relative alle operazioni suddette e sia sugli oneri derivanti dal pagamento di acconti ai conferenti;

Considerato inoltre che per l'intensificazione in atto delle misure previste dalla legge 9 giugno 1964, n. 615, è prevedibile un afflusso sul mercato di maggiori quantitativi di vacche di 3ª categoria con riflessi negativi sui livelli di prezzo conseguibili;

Ritenuto che tutte le operazioni ammesse a fruire dei contributi di cui sopra, nonchè gli obblighi derivanti all'ente gestore per la realizzazione della iniziativa debbano essere regolate da apposito atto disciplinare;

Determina:

le seguenti norme per l'attuazione dell'ammasso volontario, macellazione, conservazione e vendita del bestiame sopra indicato:

Art. 1.

L'ammasso volontario, macellazione, conservazione e vendita delle vacche di 3ª categoria, assistito dai contributi dello Stato di cui all'art. 8 della legge 27 ottobre 1966, n. 910, è gestito dall'Associazione italiana allevatori la quale potrà avvalersi dell'opera delle Associazioni provinciali allevatori e di altri organismi agricoli di produttori, nonchè delle attrezzature di enti o privati da essa riconosciuti idonei alla raccolta e macellazione del bestiame, ed alla conservazione dei prodotti derivati.

Art. 2.

L'ammasso del bestiame sopra distinto sarà organizzato in quelle zone dove, a seguito di indagini svolte dall'Associazione italiana allevatori, l'offerta risulta più pesante provocando un forte appesantimento del mercato. Il predetto ente è comunque impegnato ad organizzare gradualmente l'ammasso anche nelle altre zone del territorio nazionale, in cui se ne presenti la necessità.

Art. 3.

L'ente gestore è tenuto ad accettare il conferimento del bestiame all'ammasso volontario da parte di tutti i produttori.

I produttori che intendano conferire il bestiame all'ammasso volontario debbono presentare domanda all'ente gestore, indicando il numero dei capi, la razza di appartenenza e dichiarando di accettare le norme regolanti l'ammasso.

Art. 4.

Le caratteristiche del bestiame sono accertate all'atto del conferimento ed alla presenza del conferente o, in sua assenza, da chi esegue materialmente la consegna e che si intende a ciò delegato.

Al conferente sarà rilasciato un bollettino di conferimento, nel quale sarà specificato il numero dei capi, la qualifica, il peso e la misura dell'anticipazione spettante.

Con tale bollettino il conferente potrà riscuotere presso gli sportelli dell'Istituto bancario incaricato dei pagamenti, l'anticipazione assegnata.

Art. 5.

L'anticipazione di cui al precedente articolo non può essere inferiore al 70% del valore attribuito al bestiame conferito da una commissione composta da un esperto designato dal competente Ispettorato provinciale dell'agricoltura, dal veterinario comunale, da un rappresentante dell'ente gestore e da un rappresentante degli allevatori, scelto dal prefetto.

Art. 6.

Il bestiame conferito all'ammasso volontario formerà un monte unico e quindi il conferente non può pretendere la restituzione del bestiame consegnato, che resta vincolato alle sorti dell'ammasso.

Art. 7.

Il finanziamento deve essere assicurato dall'Associazione italiana allevatori mediante una convenzione con uno o più istituti di credito, ad un tasso non superiore di tre punti e mezzo in più del tasso ufficiale di sconto.

Lo schema tipo di tali convenzioni deve essere approvato dal Ministero dell'agricoltura e delle foreste.

Art. 8.

Il ricavo delle vendite viene contabilizzato nel conto di gestione a fronte delle somme corrisposte ai conferenti e delle spese sostenute, ai fini della determinazione del conguaglio finale.

Ogni decisione relativa alla vendita delle carni, provenienti dalle vacche conferite, si intende accettata dai singoli conferenti, i quali pertanto sollevano l'ente gestore da ogni e qualsiasi responsabilità conseguente alla decisione stessa.

Art. 9.

Ultimate le vendite della carne, proveniente dalle vacche conferite, l'ammontare dei ricavi, al netto delle anticipazioni corrisposte, degli oneri di finanziamento e delle spese di gestione sostenute dall'ente gestore dalla raccolta del bestiame fino alla consegna delle carni agli acquirenti, verrà ripartita tra i conferenti in relazione ai quantitativi di bestiame conferito.

A favore dei conferenti verranno inoltre accreditati i contributi liquidati dallo Stato ai sensi dell'art. 8 della legge 27 ottobre 1966, n. 910.

Art. 10.

Il conferente deve impegnarsi a rimborsare alla gestione di ammasso, una volta chiusa la gestione, la quota di anticipazione che dovesse risultare eccedente il ricavo delle vendite al netto delle spese ed interssi.

Art. 11.

Sul bestiame conferito all'ammasso volontario e sulle carni ricavate grava il privilegio legale di cui alla legge 20 novembre 1951, n. 1297.

Art. 12.

Ai fini dell'erogazione dei contributi dello Stato previsti dall'art. 8 della legge 27 ottobre 1966, n. 910, l'ente gestore deve:

a) fornire, entro la data del 31 dicembre 1968, al Ministero dell'agricoltura e delle foreste, per le conseguenti determinazioni, gli elementi necessari a stabilire il costo pro quintale distintamente:

per tutte le spese generali e di amministrazione, in esse comprese quelle relative all'assicurazione contro l'incendio, i furti ed altri rischi;

per le spese di conferimento, trasporto, carico e scarico, accertamenti sanitari, macellazione, sezionatura, raffreddamento carni, raccolta pelli, pelatura trippa, dazio, nonchè trasporto in frigo, magazzinaggio, disinfestazione, facchinaggio, ecc.;

per le spese di vendita del prodotto ammassato;

b) sottoporre all'approvazione preventiva del Ministero dell'agricoltura e delle foreste la documentazione di eventuali spese a carattere straordinario che si rendessero necessarie per la regolare attuazione dell'ammasso volontario;

c) dimostrare a mezzo di estratti conto rilasciati dallo istituto finanziatore, l'ammontare degli interessi maturati sui prestiti contratti per la corresponsione dell'anticipazione ai conferenti;

d) fornire, per ogni provincia, gli elenchi nominativi dei conferenti con il numero dei capi da ciascuno conferiti distinti per località di raccolta, il peso, la qualifica, la misura dell'anticipazione corrisposta e la data di conferimento;

e) fornire, sempre per ogni provincia, un elenco analitico delle vendite del prodotto ammassato, con l'indicazione della data di vendita, del quantitativo venduto, dell'importo riscosso, delle eventuali modalità di pagamento, se cioè per contanti o differito, indicandone in quest'ultimo caso il periodo.

Art. 13.

In base agli elementi e ai documenti forniti dall'ente gestore ai sensi del precedente articolo, il Ministero dell'agricoltura e delle foreste disporrà a favore dello stesso Ente gestore l'erogazione di:

a) un contributo nelle spese complessive di gestione dell'ammasso volontario fino alla misura del 90%;

b) un contributo negli interessi sui prestiti contratti per la corresponsione di acconti ai conferenti nella misura di L. 5 annue per ogni 100 lire di capitale mutuato e per la durata massima di un anno. Qualora l'operazione di finanziamento, per qualsiasi causa, venisse ad avere una durata inferiore al periodo di un anno, il contributo sarà calcolato in base alla durata effettiva dell'operazione, sempre nella misura massima del 5% annuo. La spesa complessiva per l'erogazione dei contributi sopra indicati non potrà superare l'importo di L. 500.000.000.

Qualora l'applicazione delle suddette percentuali, in relazione all'entità delle effettive spese di ammasso, in esse compresi gli oneri per interessi, importasse una spesa superiore al limite anzi detto, la percentuale del contributo di cui alla lettera *a*) verrà ridotta in misura tale da contenere l'erogazione dei due contributi entro il suindicato limite di lire 500.000.000.

Art. 14.

E' in facoltà del Ministero dell'agricoltura e delle foreste di disporre ispezioni e controlli per accertare il regolare funzionamento della gestione dell'ammasso volontario.

Art. 15.

A chiusura della gestione dell'ammasso, l'ente gestore deve presentare al Ministro dell'agricoltura e delle foreste, per la approvazione, il rendiconto finale della gestione stessa.

In tale rendiconto saranno indicati il numero di vacche conferite e la quantità in carni venduta, la spesa di gestione, in esse compresi gli oneri per interessi, l'importo erogato a titolo di acconto ai conferenti, le somme ricavate dalla vendita del prodotto, i contributi erogati dallo Stato e le liquidazioni effettuate ai conferenti.

Art. 16.

Il presente atto deve essere accettato e sottoscritto dalla Associazione italiana allevatori.

Roma, addì 14 dicembre 1967

Il Ministro: RESTIVO

Per incondizionata accettazione:

Associazione italiana allevatori

Il presidente: VENINO

(1435)

MINISTERO DELL'INDUSTRIA DEL COMMERCIO E DELL'ARTIGIANATO

451° Elenco dei provvedimenti di concessioni minerarie emanati in virtù del regio decreto 29 luglio 1927, n. 1443 e del decreto presidenziale 28 giugno 1955, n. 620.

Decreto ministeriale 10 ottobre 1967, registrato alla Corte dei conti il 26 gennaio 1968, registro n. 1 Industria e commercio, foglio n. 305, con il quale è accettata, a decorrere dalla data del decreto stesso, la rinuncia della Società anonima Cementifera Italiana, con sede in Broni, provincia di Pavia alla concessione perpetua di marna da cemento denominata « Riva di Francia », sita in territorio del comune di Montecalvo Versiggia, provincia di Pavia.

Decreto ministeriale 10 ottobre 1967, registrato alla Corte dei conti il 26 gennaio 1968, registro n. 1 Industria e commercio, foglio n. 306, con il quale è accettata, a decorrere dalla data del decreto stesso, la rinuncia della Società anonima Cementifera Italiana, con sede in Broni, provincia di Pavia alla concessione perpetua di marna da cemento denominata « Francia Vigna », sita in territorio del comune di Montecalvo Versiggia, provincia di Pavia.

Decreto ministeriale 10 ottobre 1967, registrato alla Corte dei conti il 27 gennaio 1968, registro n. 1 Industria e commercio, foglio n. 378, con il quale alla S.P.A.M. - Società per azioni Metzger, con sede in Torino, è rilasciata per la durata di anni trenta a decorrere dalla data del decreto stesso, la concessione della sorgente di acqua minerale in località denominata « Fonte dell'Orso », in territorio del comune di Garessio, provincia di Cuneo.

Decreti del prefetto della provincia di Lucca 16 marzo 1966 e 20 ottobre 1967, rispettivamente registrati alla Corte dei conti, delegazione regionale di Firenze il 29 aprile 1967, registro n. 1 Industria e commercio, foglio n. 2 e il 23 novembre 1967, registro n. 1 Industria e commercio, foglio n. 7, con i quali ai signori Salvatori Guido e Sacchelli Brunello, domiciliati in Forte dei Marmi, provincia di Lucca, rappresentati dal sig. Sacchelli Brunello, è accordata, per la durata di anni dieci a decorrere dalla data del decreto stesso, la concessione per la coltivazione del giacimento di acqua minerale nella località « Strinato », in territorio dei comuni di Pietrasanta e Seravezza, provincia di Lucca.

Decreto dell'ingegnere capo del Distretto minerario di Napoli 20 luglio 1967, registrato alla Corte dei conti di Napoli il 23 dicembre 1967, registro n. 1 Industria e commercio, foglio n. 5, con il quale alla « Industrie minerarie meridionali » Società per azioni con sede legale in Napoli, è accordata la concessione mineraria per barite denominata « Mastricarro », sita in territorio del comune di Catanzaro, per la durata di anni quindici a decorrere dalla data del decreto stesso.

Decreto del prefetto della provincia di Napoli 11 settembre 1967, registrato alla Corte dei conti di Napoli il 23 dicembre 1967, registro n. 1 Interno, foglio n. 15, con il quale alla ditta ing. Marcello e Arnaldo Genna, con sede in Napoli, è accordata la proroga della concessione per lo sfruttamento delle sorgenti di acque termo-minerali denominata « Stella Maris », sita in località omonima in territorio del comune di Casamicciola Terme, provincia di Napoli, per la durata di anni dieci a decorrere dall'11 maggio 1966.

Decreto dell'ingegnere capo del Distretto minerario di Napoli 16 ottobre 1967, registrato alla Corte dei conti di Napoli il 17 novembre 1967, registro n. 1 Industria e commercio, foglio n. 3, con il quale alla ditta Domenico Cardinale, residente ad Ariano Irpino, è accordata la concessione mineraria per la coltivazione di un giacimento di marna da cemento denominata « Fontanarosa » ricadente nell'ambito del comune di Montefalcone Valfortore, provincia di Benevento, per la durata di anni dieci a decorrere dalla data del decreto stesso.

Decreto dell'ispettore generale capo del Distretto minerario di Milano 26 ottobre 1967, registrato alla Corte dei conti di Milano il 20 dicembre 1967, registro n. 1 Industria e commercio, foglio n. 107, con il quale alla S.a.S. E.F.E.A. (Escavazioni Feldspati e Affini) di Gavina & C., con sede in Milano è accordato l'ampliamento della concessione mineraria di feldspato denominata « Scarpa » sita in comune di Grosio, provincia di Sondrio, per una superficie di Ha 150.

L'area della concessione comprensiva dell'ampliamento ha una estensione complessiva di Ha. 430.

Il termine di durata di cui al precedente decreto distrettuale n. 1078 del 23 aprile 1961, viene portato a trenta anni a decorrere dalla data del presente decreto.

Decreto dell'ingegnere capo del Distretto minerario di Napoli 27 novembre 1967, registrato alla Corte dei conti di Napoli il 23 dicembre 1967, registro n. 1 Industria e commercio, foglio n. 4, con il quale alla Montecatini Edison S.p.a. con sede in Milano, è accordata la concessione mineraria per salgemma denominata « Timpa del Salto » sita in territorio del comune di Belvedere Spinello, provincia di Catanzaro, per la durata di anni trenta a decorrere dalla data del decreto stesso.

Decreto del prefetto della provincia di Napoli 25 maggio 1967, registrato alla Corte dei conti di Napoli il 23 dicembre 1967, registro n. 1 Interno, foglio n. 14, con il quale al sig. Vincenzo Damiani, domiciliato in Napoli, è accordata la concessione per lo sfruttamento di acqua termo-minerale sita nella località denominata « Averno », del comune di Pozzuoli, per la durata di anni dieci a decorrere dalla data del decreto stesso.

(1558)

MINISTERO DELLA PUBBLICA ISTRUZIONE

Vacanza della cattedra di fisiologia generale presso la facoltà di farmacia dell'Università di Bologna

Ai sensi e per gli effetti di cui all'art. 3 del decreto legislativo luogotenenziale 5 aprile 1945, n. 238, si comunica che presso la facoltà di farmacia dell'Università di Bologna, è vacante la cattedra di fisiologia generale alla cui copertura la facoltà interessata intende provvedere mediante trasferimento.

Gli aspiranti al trasferimento medesimo dovranno presentare le proprie domande direttamente al preside della facoltà, entro trenta giorni dalla pubblicazione del presente avviso nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

(1678)

Vacanza della seconda cattedra di storia del diritto italiano presso la facoltà di giurisprudenza dell'Università di Firenze.

Ai sensi e per gli effetti di cui all'art. 3 del decreto legislativo luogotenenziale 5 aprile 1945, n. 238, si comunica che presso la facoltà di giurisprudenza dell'Università di Firenze, è vacante la seconda cattedra di storia del diritto italiano, alla cui copertura la facoltà interessata intende provvedere mediante trasferimento.

Gli aspiranti al trasferimento medesimo dovranno presentare le proprie domande direttamente al preside della facoltà, entro trenta giorni dalla pubblicazione del presente avviso nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

(1679)

Vacanza della cattedra di letteratura latina presso la facoltà di lettere e filosofia dell'Università di Pisa

Ai sensi e per gli effetti di cui all'art. 3 del decreto legislativo luogotenenziale 5 aprile 1945, n. 238, si comunica che presso la facoltà di lettere e filosofia dell'Università di Pisa, è vacante la cattedra di letteratura latina alla cui copertura la facoltà interessata intende provvedere mediante trasferimento.

Gli aspiranti al trasferimento medesimo dovranno presentare le proprie domande direttamente al preside della facoltà, entro trenta giorni dalla pubblicazione del presente avviso nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

(1680)

MINISTERO DEL LAVORO E DELLA PREVIDENZA SOCIALE

Proroga della gestione commissariale della società cooperativa « Consorzio stabiese produttori latte », con sede in Castellammare di Stabia (Napoli).

Con decreto del Ministro per il lavoro e la previdenza sociale, in data 30 dicembre 1967, la gestione commissariale della società cooperativa « Consorzio stabiese produttori latte », con sede in Castellammare di Stabia (Napoli), è stata prorogata fino al 20 febbraio 1968.

(1562)

MINISTERO DELL'INTERNO

Autorizzazione al comune di Salaparuta ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1967

Con decreto ministeriale in data 10 febbraio 1968, il comune di Salaparuta (Trapani) viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 40.755.000, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1967 e l'istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(1530)

Autorizzazione al comune di Valderice ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1967

Con decreto ministeriale in data 10 febbraio 1968, il comune di Valderice (Trapani) viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 140.382.000, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1967 e l'istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(1531)

Autorizzazione al comune di Pescina ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1967

Con decreto ministeriale in data 10 febbraio 1968, il comune di Pescina (L'Aquila) viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 14.610.845, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1967 e l'istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(1571)

Autorizzazione al comune di Schiavi d'Abruzzo ad assumere un mutuo suppletivo per l'integrazione del bilancio 1967

Con decreto ministeriale in data 10 febbraio 1968, il comune di Schiavi d'Abruzzo (Chieti) viene autorizzato ad assumere un mutuo suppletivo di L. 600.000, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1967 e l'istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo suppletivo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(1572)

Autorizzazione al comune di Fossacesia ad assumere un mutuo suppletivo per l'integrazione del bilancio 1967

Con decreto ministeriale in data 10 febbraio 1968, il comune di Fossacesia (Chieti) viene autorizzato ad assumere un mutuo suppletivo di L. 2.165.190, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1967 e l'istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo suppletivo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(1570)

Autorizzazione al comune di Carpineto Sinello ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1968

Con decreto ministeriale in data 10 febbraio 1968, il comune di Carpineto Sinello (Chieti) viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 6.877.912, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1968 e l'istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(1573)

Autorizzazione al comune di Fossacesia ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1968

Con decreto ministeriale in data 10 febbraio 1968, il comune di Fossacesia (Chieti) viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 22.073.005, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1968 e l'istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(1574)

Autorizzazione al comune di San Salvo ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1968

Con decreto ministeriale in data 10 febbraio 1968, il comune di San Salvo (Chieti) viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 15.356.604, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1968 e l'istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(1575)

MINISTERO DEI LAVORI PUBBLICI

Nomina del presidente dell'Istituto autonomo per le case popolari della provincia di Grosseto

Con decreto del Ministro per i lavori pubblici n. 916 in data 9 febbraio 1968 l'ing. Carmelo Latino è stato nominato presidente dell'Istituto autonomo per le case popolari della provincia di Grosseto.

(1559)

Nomina del presidente dell'Istituto autonomo per le case popolari della provincia di Terni

Con decreto del Ministro per i lavori pubblici n. 8913 in data 9 febbraio 1968 l'avv. Giacobbe Marinelli è stato nominato presidente dell'Istituto autonomo per le case popolari della provincia di Terni.

(1560)

Nomina del presidente dell'Istituto autonomo per le case popolari della provincia di Catanzaro

Con decreto del Ministro per i lavori pubblici n. 994 in data 9 febbraio 1968 il sig. Paolo Apostoliti è stato nominato presidente dell'Istituto autonomo per le case popolari della provincia di Catanzaro.

(1561)

MINISTERO DEL TESORO

DIREZIONE GENERALE DEL DEBITO PUBBLICO

Notifica per smarrimento di ricevuta di debito pubblico

(3ª *pubblicazione*). Elenco n. 2.

E' stato denunziato lo smarrimento delle sottoindicate ricevute relative a titoli di debito pubblico presentati per operazioni.

Numero ordinale portato dalla ricevuta 4: mod. 241 D.P. — Data: 11 maggio 1967 — Ufficio che rilasciò la ricevuta: Direzione provinciale del tesoro di Padova — Intestazione: Guerzoni Ida nata il 2 dicembre 1890 in Piazzola S/ Brenta (Padova) — Titoli del debito pubblico: nominativi 1 — Capitale L. 8700.

A termini dell'art. 230 del regolamento 19 febbraio 1911, n. 298, si rende noto a chiunque possa avervi interesse, che trascorso un mese dalla data della prima pubblicazione del presente avviso senza che siano intervenute opposizioni, saranno consegnati a chi di ragione i nuovi titoli provenienti dalla eseguita operazione, senza obbligo di restituzione della relativa ricevuta, la quale rimarrà di nessun valore.

Roma, addì 19 gennaio 1968

Il direttore generale: MAZZAGLIA

(748)

MINISTERO DEL TESORO

DIREZIONE GENERALE DEL TESORO PORTAFOGLIO DELLO STATO

N. 35

Corso dei cambi del 19 febbraio 1968 presso le sottoindicate Borse valori

VALUTE	Bologna	Firenze	Genova	Milano	Napoli	Palermo	Roma	Torino	Trieste	Venezia
$ USA	624,94	624,90	624,96	624,94	624,90	—	624,9450	624,94	624,94	624,95
$ Can.	574,50	574,50	574,50	574,55	573,90	—	574,6250	574,55	574,55	574,65
Fr. Sv.	143,71	143,72	143,70	143,72	143,70	—	143,71	143,72	143,71	143,73
Kr. D.	83,82	83,83	83,87	83,845	83,80	—	83,85	83,845	83,85	83,85
Kr. N.	87,52	87,52	87,53	87,515	87,45	—	87,52	87,515	87,53	87,53
Kr. Sv.	121 —	121 —	120,92	120,91	120,95	—	120,92	120,91	121 —	121 —
Fol.	173,20	173,20	173,21	173,195	173,15	—	173,19	173,195	173,20	173,20
Fr. B.	12,59	12,59	12,5950	12,5905	12,585	—	12,5919	12,5905	12,59	12,59
Franco francese	126,96	126,97	126,91	126,935	126,95	—	126,93	126,935	126,96	126,93
Lst.	1506,30	1506,60	1506,30	1506,70	1506,50	—	1506,60	1506,70	1506,30	1506,50
Dm. occ.	156,18	156,20	156,21	156,19	156,15	—	156,1950	156,19	156,18	156,19
Scell. Austr.	24,16	24,16	24,17	24,17	24,12	—	24,1720	24,17	24,16	24,16
Escudo Port.	21,86	21,85	21,85	21,86	21,80	—	21,84	21,86	21,86	21,86
Peseta Sp.	8,96	8,96	8,97	8,96125	8,95	—	8,9620	8,96125	8,96	8,96

Media dei titoli del 19 febbraio 1968

Rendita 5 % 1935	105,40
Redimibile 3,50 % 1934	100,575
Id. 3,50 % (Ricostruzione)	82,95
Id. 5 % (Ricostruzione)	99,625
Id. 5 % (Riforma fondiaria)	97,175
Id. 5 % (Città di Trieste)	96,325
Id. 5 % (Beni Esteri)	95,15
Certificati di credito del Tesoro 5 % 1976	98,65
Certificati di credito del Tesoro 5,50 % 1976	99,475
Certificati di credito del Tesoro 5 % 1977	99,275
Buoni del Tesoro 5 % (scadenza 1° aprile 1969)	99,975
» 5 % (» 1° gennaio 1970)	100,025
» 5 % (» 1° gennaio 1971)	100 —
» 5 % (» 1° aprile 1973)	100 —
» 5 % (» 1° aprile 1974)	99,975
» 5 % (» 1° aprile 1975)	99,975
» 5 % (» 1°-10-1975) II emiss.	99,975

Il Contabile del Portafoglio dello Stato: ZODDA

UFFICIO ITALIANO DEI CAMBI

Cambi medi del 19 febbraio 1968

1 Dollaro USA	624,942
1 Dollaro canadese	574,587
1 Franco svizzero	143,715
1 Corona danese	83,847
1 Corona norvegese	87,517
1 Corona svedese	120,915
1 Fiorino olandese	173,192
1 Franco belga	12,591
1 Franco francese	126,932
1 Lira sterlina	1506,65
1 Marco germanico	156,192
1 Scellino austriaco	24,171
1 Escudo Port.	21,85
1 Peseta Sp.	8,962

CONCORSI ED ESAMI

MINISTERO DELLA PUBBLICA ISTRUZIONE

Concorso per titoli a trecentoquarantacinque borse di studio per laureati

IL MINISTRO PER LA PUBBLICA ISTRUZIONE

Visto l'art. 32 della legge 31 ottobre 1966, n. 942;
Visto l'art. 31 della legge 24 febbraio 1967, n. 62;
Visto il regolamento approvato con decreto ministeriale 2 marzo 1967;

Decreta:

Art. 1.

E' indetto un concorso per titoli a complessive trecentoquarantacinque borse di studio, riservate a giovani laureati che intendano continuare a svolgere la propria attività di ricerca e perfezionamento presso istituti universitari nell'anno 1969.

Art. 2.

Ciascuna borsa, dell'importo di L. 1.500.000 e della durata di un anno, può essere fruita presso università ed istituti universitari nazionali od esteri.

Art. 3.

Sono ammessi a concorrere coloro che abbiano conseguito la laurea presso università o istituti universitari italiani nell'anno accademico 1964-65 in poi.

I candidati dovranno concorrere per le borse riservate alla facoltà corrispondente alla laurea conseguita.

Art. 4.

Le borse sono così ripartite:

a) facoltà di giurisprudenza	n. 57	borse
b) facoltà di scienze politiche	» 14	»
c) facoltà di economia e commercio, di scienze statistiche, demografiche ed attuariali e di economia marittima	» 15	»
d) facoltà di lettere e filosofia e di magistero	» 73	»
e) facoltà di medicina e chirurgia .	» 85	»
f) facoltà di farmacia	» 5	»
g) facoltà di scienze matematiche, fisiche e naturali, di chimica industriale e di scienze nautiche .	» 60	»
h) facoltà di ingegneria	» 10	»
i) facoltà di architettura	» 13	»
l) facoltà di agraria	» 6	»
m) facoltà di medicina veterinaria	» 7	»

Art. 5.

Al gruppo *d*) sono ammessi a concorrere anche i laureati in lingue e civiltà orientali; in lingue, letterature ed istituzioni dell'Europa orientale; in lingue, letterature ed istituzioni dell'Europa occidentale presso l'Istituto superiore orientale di Napoli, nonchè i laureati in lingue e letterature straniere presso le facoltà di economia e commercio, presso le facoltà di lingue e letterature straniere dell'Istituto universitario di economia e commercio di Venezia e dell'Università commerciale « L. Bocconi » di Milano.

Art. 6.

Le domande di ammissione al concorso, redatte in carta semplice, devono pervenire al Ministero della pubblica istruzione Direzione generale istruzione universitaria, Ufficio speviale III entro il termine del 31 marzo 1968. La data di arrivo è indicata dal bollo dell'ufficio postale presso il Ministero.

Nella domanda il candidato deve indicare con chiarezza e precisione:

le generalità, la data ed il luogo di nascita, la residenza ed il recapito eletto agli effetti del concorso (con la precisazione del numero di codice postale);

per quali borse intenda concorrere;

l'istituto presso cui svolgerà l'attività di ricerca.

Il candidato deve, inoltre, dichiarare sotto la sua personale responsabilità:

di essere in possesso della cittadinanza italiana o di essere equiparato, a norma di legge, ai cittadini dello Stato, in quanto italiano appartenente alle province geograficamente italiane, ovvero in quanto la equiparazione sia stata riconosciuta in virtù di apposito decreto;

di non aver riportato condanne penali, o indicare, in caso contrario, quali condanne abbia riportato.

Le domande devono essere sottoscritte dal candidato; la firma deve essere autenticata da un notaio, cancelliere, segretario comunale o altro funzionario incaricato dal sindaco del comune di residenza del candidato.

Per gli impiegati statali è sufficiente il visto del capo dell'ufficio presso il quale i candidati prestano servizio.

Le domande devono essere corredate dei seguenti documenti e pubblicazioni da presentarsi in duplice copia, di cui soltanto una può essere fotostatica:

certificato in carta semplice delle votazioni riportate nei singoli esami di profitto ed in quello di laurea, da cui risulti anche la data di questo ultimo esame;

almeno un lavoro a stampa o dattiloscritto; potrà essere presentata anche la sola tesi di laurea. I laureati del Politecnico di Milano potranno presentare copie delle prove scritte sostenute in luogo della tesi di laurea;

qualsiasi titolo o documento atto a comprovare la preparazione scientifica del candidato;

curriculum degli studi compiuti e programma delle ricerche che intende svolgere;

dichiarazione del direttore dell'istituto o del professore ufficiale presso il quale il candidato intende svolgere le ricerche attestante la sua approvazione al programma di cui sopra e la esistenza, presso l'istituto stesso, delle attrezzature e dei mezzi necessari per svolgerlo.

Deve inoltre essere presentato un elenco, in cinque copie, contenente l'indicazione precisa di tutti i documenti, titoli e lavori presentati per il concorso.

Le domande debbono essere trasmesse al Ministero, in unico plico, con i titoli ed i documenti. Soltanto ai candidati delle facoltà di ingegneria ed architettura è consentito, quando trattisi di titoli e documenti voluminosi, di strasmetterli in plico a parte.

Sull'involucro dei plichi devono risultare, a pena di esclusione dal concorso, le indicazioni del nome, cognome ed indirizzo del concorrente e la specificazione del concorso cui egli partecipa, con l'indicazione della facoltà. Il nome e cognome del candidato dovranno, inoltre, essere apposti su ciascuno dei lavori presentati.

Sono esclusi dal concorso i laureati che faranno pervenire le domande dopo il giorno stabilito per la scadenza dei termini, anche se presentate in tempo utile agli uffici postali o ferroviari. Dopo tale data, non sono accettati altri certificati, documenti o titoli, oltre quelli già presentati nè altre memorie e pubblicazioni o parti di esse. Non è, altresì, consentito dopo detto termine, la sostituzione di manoscritti o di bozze di stampa con lavori stampati.

Art. 7.

La borsa è indivisibile ed ha la durata di un anno. Il borsista può ottenere la conferma per l'anno successivo.

La conferma viene concessa, con decreto del Ministro, su motivato parere favorevole del direttore dell'istituto presso il quale il borsista svolge l'attività di studio o di ricerca.

Art. 8.

La borsa di studio non può essere cumulata con altre borse o premi conferiti dallo Stato o da altri enti, nè con retribuzioni di qualsiasi natura corrisposte dall'Ateneo o da istituti dell'Ateneo, dallo Stato, ovvero da enti pubblici o privati. I vincitori della borsa dovranno pertanto dichiarare, nella lettera di accettazione, se siano già beneficiari di altra borsa di studio, o premio o se prestino opera retributiva presso alcuno di detti uffici. In caso affermativo, essi potranno fruire della borsa soltanto se documentino di aver rinunciato alla borsa o premio precedentemente loro assegnato o se dimostrino, nel caso prestino opera retribuita, mediante l'invio di un certificato rilasciato dal datore di lavoro, di aver ottenuto un congedo senza assegni o collocamento in aspettativa o altri analoghi provvedimenti.

Tuttavia, nei riguardi degli assistenti universitari ordinari, non si fa luogo alla sospensione del trattamento economico purchè alla lettera di accettazione essi uniscano una domanda, corredata del parere favorevole della competente facoltà, intesa ad ottenere che, per il periodo di godimento della borsa, siano collocati in congedo per motivi di studio, ai sensi dell'art. 8 della legge 18 marzo 1958, n. 349.

Art 9.

L'assegnazione delle borse viene effettuata da commissioni — una per ogni facoltà — costituite da professori universitari di ruolo, nominati con decreto del Ministro per la pubblica istruzione, sentita la giunta della sezione prima del Consiglio superiore della pubblica istruzione.

Il numero dei componenti le singole commissioni verrà determinato in base al numero delle domande pervenute.

Art. 10.

Ogni componente di ciascuna commissione dispone di dieci punti; sono compresi nelle graduatorie dei vincitori e degli idonei soltanto coloro che abbiano conseguito almeno gli 8/10 del totale dei punti di cui dispone la commissione.

Ogni commissione dovrà redigere, all'inizio dei lavori, una tabella dei punteggi da attribuire alle seguenti voci:

a) voto di laurea;

b) pubblicazioni e attitudine alla ricerca scientifica;

c) altri titoli.

Art. 11.

Ogni commissione, al termine dei lavori, dovrà redigere una tabella indicante i punti attribuiti a ciascun candidato per ognuna delle voci di cui all'articolo precedente e compilare, altresì, una graduatoria generale di merito contenente il giudizio ed il punteggio complessivo attribuito a ciascun candidato.

Il giudizio di merito della commissione è insindacabile.

A parità di merito, si applicano i criteri preferenziali stabiliti per le nomine negli impieghi dello Stato.

Art. 12.

Il Ministro per la pubblica istruzione assegna le borse, entro il numero di quelle messe a concorso, ai candidati compresi nella graduatoria e secondo l'ordine della graduatoria stessa.

In caso di rinunzia degli assegnatari, le borse possono essere conferite ai candidati classificati idonei, secondo l'ordine delle rispettive graduatorie, non oltre sei mesi dalla data di approvazione delle graduatorie dei vincitori.

L'elenco dei borsisti sarà annualmente pubblicato nel Bollettino ufficiale del Ministero.

Art. 13.

I candidati che risultino vincitori del concorso ne ricevono comunicazione dal Ministero della pubblica istruzione con lettera raccomandata con ricevuta di ritorno.

Il godimento della borsa deve essere effettuato a decorrere dalla data che sarà fissata dal Ministero dopo l'espletamento del concorso.

Decadono dal diritto alla borsa coloro che, entro il termine di venti giorni, non dichiarino di accettarla o non confermino l'indicazione dell'istituto prescelto per la ricerca o il perfezionamento o che, pur avendo accettato la borsa, non dimostrino di aver iniziato l'attività di ricerca dalla data indicata nella lettera di conferimento. Possono essere giustificati soltanto i ritardi dovuti a gravi motivi di salute od a casi di forza maggiore, debitamente comprovati.

Le borse, resesi disponibili, vengono assegnate con le norme di cui all'art. 12.

Eventuali differimenti della data di inizio o interruzioni del periodo di godimento della borsa verranno consentiti ai vincitori che dimostrino di dover soddisfare obblighi militari.

L'assegnatario che, dopo aver iniziato l'attività di ricerca in programma, non la prosegua, senza giustificato motivo, regolarmente ed ininterrottamente per l'intera durata della borsa, o che si renda responsabile di gravi o ripetute mancanze, può essere dichiarato decaduto dall'ulteriore godimento della borsa. In conseguenza, l'assegnatario è tenuto a rimborsare la somma corrispondente alla quota parte della borsa non usufruita.

Il provvedimento di decadenza sarà adottato dal Ministro su proposta motivata del direttore dell'istituto, approvata dal consiglio di facoltà, udito l'interessato.

Art. 14.

Il pagamento delle borse è effettuato in rate mensili dalle Direzioni provinciali del tesoro, con ruoli di spesa fissa, previa presentazione di una dichiarazione di frequenza rilasciata dal direttore dell'istituto o dal professore ufficiale presso il quale il borsista svolge la sua attività. Per coloro che si recano allo estero, il pagamento è effettuato, con mandati diretti, in tre rate quadrimestrali: la prima all'atto del conferimento, le altre due allo scadere del primo e del secondo quadrimestre di attività presso l'istituto in cui si compie la ricerca o il perfezionamento. Tale attività dovrà essere documentata mediante l'invio al Ministero di un certificato — rilasciato dal docente sotto la cui guida l'interessato svolge la sua attività — attestante l'assiduità ed il godimento.

Coloro che hanno ottenuto una borsa devono, al compimento di ogni anno di studio presso l'istituto nazionale od estero, trasmettere al Ministero una particolareggiata relazione intorno all'attività scientifica da essi svolta, munita del « visto » del docente.

Roma, addì 14 febbraio 1968

Il Ministro: GUI

(1596)

MINISTERO DELL'AGRICOLTURA E DELLE FORESTE

Costituzione della commissione esaminatrice del concorso per titoli ed esami a due posti di sperimentatore per la specializzazione in patologia vegetale.

IL MINISTRO PER L'AGRICOLTURA E PER LE FORESTE

Visto il decreto ministeriale 25 gennaio 1967, registrato alla Corte dei conti il 7 marzo 1967, registro n. 5, foglio n. 224, con il quale è stato indetto un concorso per titoli e per esami a due posti di sperimentatore nel ruolo degli istituti di sperimentazione agraria, carriera direttiva degli sperimentatori, per la specializzazione in patologia vegetale;

Visto l'art. 3 del decreto del Presidente della Repubblica 3 maggio 1957, n. 686;

Decreta:

La commissione esaminatrice del concorso per titoli e per esami a due posti di sperimentatore per la specializzazione in patologia vegetale indetto con il decreto ministeriale 25 gennaio 1967, indicato nelle premesse, è costituita come segue:

Presidente:

Severini prof. dott. Ugo, consigliere di Stato.

Componenti:

Ciccarone prof. Antonio, ordinario di patologia vegetale nell'Università di Bari;

Scaramuzzi prof. Giovanni, ordinario di patologia vegetale nell'Università di Catania;

Gigante prof. Roberto, sperimentatore capo;

Gualaccini prof. Franco, sperimentatore capo.

Segretario:

Gnocchini dott. Rolando, direttore di sezione.

Ai predetti spettano i compensi ed i rimborsi previsti dal decreto del Presidente della Repubblica 11 gennaio 1965, n. 5, modificato dalla legge 5 giugno 1967, n. 417.

La relativa spesa presunta in L. 1.238.000 sarà imputata al capitolo 1184 dello stato di previsione delle spese per l'esercizio 1967.

Il presente decreto sarà inviato alla Corte dei conti per la registrazione.

Roma, addì 6 novembre 1967

Il Ministro: RESTIVO

Registrato alla Corte dei conti, addì 29 *gennaio* 1968
Registro n. 2 *Agricoltura e foreste, foglio n.* 378

(1438)

MINISTERO DEL COMMERCIO CON L'ESTERO

ISTITUTO NAZIONALE PER IL COMMERCIO ESTERO (I.C.E.)

Costituzione della commissione esaminatrice del concorso per titoli ed esami a venti posti di consigliere di 3ª classe in prova della carriera direttiva amministrativa dell'Istituto per il commercio estero.

IL PRESIDENTE

Vista la propria determinazione in data 1° luglio 1967, con la quale è stato indetto il concorso per titoli e per esami a venti posti di consigliere di 3ª classe in prova della carriera direttiva amministrativa dell'I.C.E.;

Vista la lettera del Ministero del commercio con l'estero n. 200213 dell'11 gennaio 1968;

Vista la delibera adottata dal comitato esecutivo nella riunione del 22 gennaio 1968;

Determina:

La commissione esaminatrice del concorso per titoli e per esami a venti posti di consigliere di 3ª classe in prova della carriera direttiva amministrativa dell'I.C.E. è costituita come appresso:

Presidente:

Mezzacapo prof. Camillo, presidente di sezione della Corte dei conti.

Membri:

Piras prof. Aldo;
Liberatore prof. Luigi;
Parboni dott. Sergio;
Borgianni dott. Leone;
Giorgi dott. Renzo.

Membri aggiunti:

Amato prof. Antonio;
Mormile prof. Mario;
Cicchitelli prof.ssa Maria;
Quattrocchi prof. Luigi;
Tavani prof. Giuseppe.

Segretario:

La Torre dott. Michele, funzionario dell'ufficio personale.

Roma, addì 22 gennaio 1968

Il presidente: DONATI

(1514)

MINISTERO DELL'INDUSTRIA DEL COMMERCIO E DELL'ARTIGIANATO

Diario delle prove scritte del concorso per esami ad un posto di vice segretario in prova nel ruolo del personale di segreteria (carriera di concetto) della Stazione sperimentale per i combustibili, in Milano.

Le prove scritte del concorso per esami ad un posto di vice segretario in prova nel ruolo del personale di segreteria (carriera di concetto) della Stazione sperimentale per i combustibili, in Milano, avranno luogo in Roma, presso Ministero dell'industria, del commercio e dell'artigianato - Ispettorato generale del personale, via Molise, 2, nei giorni 11 e 12 marzo 1968, con inizio alle ore 8,30.

(1588)

UFFICIO VETERINARIO PROVINCIALE DI NUORO

Costituzione della commissione giudicatrice del concorso a posti di veterinario condotto vacanti nella provincia di Nuoro.

IL VETERINARIO PROVINCIALE

Visto il proprio decreto n. 3261 del 22 dicembre 1966, con il quale è stato bandito un pubblico concorso per titoli ed esami a due posti di veterinario condotto vacanti in provincia di Nuoro al 30 novembre 1966;

Considerato che occorre provvedere alla nomina della commissione giudicatrice del concorso suindicato;

Visto il testo unico delle leggi sanitarie approvato con regio decreto 27 luglio 1934, n. 1265;

Visto il regio decreto 11 marzo 1935, n. 281 ed il decreto del Presidente della Repubblica 23 ottobre 1963, n. 2211;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 10 maggio 1955, n. 854;

Vista la legge 13 marzo 1958, n. 296;

Viste le designazioni effettuate dal Ministero della sanità e dalla prefettura di Nuoro, nonchè le proposte formulate dall'ordine provinciale dei veterinari e dai comuni interessati;

Decreta:

La commissione giudicatrice del concorso indicato in premessa è così costituita:

Presidente:

Riccardi dott. Nunzio, vice prefetto di Nuoro.

Membri:

Siotto dott. Giovanni, direttore di sezione presso la prefettura di Nuoro;

Radicioni dott. Enzo, veterinario provinciale superiore presso il Ministero della sanità;

Corticelli prof Bruno, docente di ruolo presso l'Università di Sassari;

Ceretto prof. Filippo, docente di ruolo presso l'Università di Sassari;

Espa dott. Giampiero, veterinario condotto.

Segretario:

Della Corte dott. Luigi, consigliere di 1ª classe presso la prefettura di Nuoro.

La commissione giudicatrice inizierà i suoi lavori non prima di un mese dalla data di pubblicazione del presente decreto nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica ed avrà la sua sede in Nuoro.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica, nel « Bollettino Ufficiale » della Regione autonoma della Sardegna e, per otto giorni consecutivi, nell'albo della prefettura, dell'ufficio del veterinario provinciale di Nuoro e dei comuni interessati.

Nuiro, addì 1° febbraio 1968

Il veterinario provinciale: MASULLO

(1263)

REGIONI

REGIONE VALLE D'AOSTA

LEGGE REGIONALE 23 ottobre 1967, n. **27.**

Autorizzazione alla sottoscrizione di capitale azionario della S.p.a. « Funivie Piccolo San Bernardo », con sede in La Thuile.

(*Pubblicata nel* Bollettino Ufficiale *della Regione n.* 10 *del* 31 *ottobre* 1967)

Il Consiglio regionale ha approvato;

IL PRESIDENTE DELLA GIUNTA REGIONALE

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

E' autorizzata la sottoscrizione, da parte della Regione autonoma della Valle d'Aosta, di capitale azionario della S.p.a. « Funivie Piccolo San Bernardo », con sede in La Thuile, per l'ammontare di spesa di lire sessantotto milioni, per il finanziamento di spese relative all'attuazione del programma di costruzione di nuovi impianti funiviari necessari per la valorizzazione turistica della zona di La Thuile.

Art. 2.

La spesa di lire sessantotto milioni, di cui al precedente art. 1, sarà finanziata con imputazione al capitolo 137 del bilancio di previsione della Regione per l'anno finanziario 1967

(« Spese per la sottoscrizione di titoli azionari di società di funivie e seggiovie locali e di altre società »), che presenta la necessaria disponibilità.

Art. 3.

Alla sottoscrizione del capitale azionario di cui al precedente art. 1 ed alla approvazione e liquidazione della spesa relativa si provvederà con deliberazioni della giunta regionale, ai sensi dello statuto della società per azioni « Funivie Piccolo San Bernardo », della quale la Regione autonoma della Valle d'Aosta è azionista, e in conformità delle deliberazioni dell'assemblea degli azionisti e del consiglio di amministrazione della società stessa.

Art. 4.

La presente legge entrerà in vigore il quindicesimo giorno successivo a quello della sua pubblicazione nel « Bollettino Ufficiale » della Regione.

La presente legge sarà inserta nella raccolta ufficiale delle leggi e dei regolamenti della Regione autonoma della Valle d'Aosta e sara pubblicata nel « Bollettino Ufficiale » della Regione.

Della promulgazione della presente legge sarà dato avviso nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge della Regione della Valle d'Aosta.

Aosta, addì 23 ottobre 1967

BIONAZ

LEGGE REGIONALE 23 ottobre 1967, n. **28**.

Sottoscrizione di capitale azionario della S.p.a. « Pila », con sede in Aosta.

(*Pubblicata nel* Bollettino Ufficiale *della Regione n.* 10 *del* 31 *ottobre* 1967)

Il Consiglio regionale ha approvato;

IL PRESIDENTE DELLA GIUNTA REGIONALE

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

E' autorizzata la sottoscrizione, da parte della Regione autonoma della Valle d'Aosta, di capitale azionario della S.p.a. « Pila », con sede in Aosta, per l'ammontare di spesa di lire trentatre milioni, per il finanziamento di spesa relative all'attuazione del programma di potenziamento degli impianti funiviari necessari per la valorizzazione della Conca di Pila.

Art. 2.

La spesa di lire trentatrè milioni, di cui al precedente art. 1, sara finanziata con imputazione al capitolo 137 del bilancio di previsione della Regione per l'anno finanziario 1967 (« Spese per la sottoscrizione di titoli azionari di società di funivie e seggiovie locali e di altre società »), che presenta la necessaria disponibilità.

Art 3.

Alla sottoscrizione del capitale azionario di cui al precedente art. 1 ed alla approvazione e liquidazione della spesa relativa si provvederà con deliberazioni della giunta regionale, ai sensi dello statuto della società per azioni « Pila », della quale la Regione autonoma della Valle d'Aosta è azionista, e in conformità delle deliberazioni dell'assemblea degli azionisti e del consiglio di amministrazione della società stessa.

Art. 4.

La presente legge entrerà in vigore il quindicesimo giorno successivo a quello della sua pubblicazione nel « Bollettino Ufficiale » della Regione.

La presente legge sarà inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei regolamenti della Regione autonoma della Valle d'Aosta e sarà pubblicata nel « Bollettino Ufficiale » della Regione.

Della promulgazione della presente legge sarà dato avviso nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge della Regione della Valle d'Aosta.

Aosta, addì 23 otobre 1967

BIONAZ

LEGGE REGIONALE 10 novembre 1967, n. **29**.

Concessione di un contributo straordinario nelle spese di impianto e di gestione della centrale del latte di Aosta.

(*Pubblicata nel* Bollettino Ufficiale *della Regione n.* 11 *del* 28 *novembre* 1967)

Il Consiglio regionale ha approvato;

IL PRESIDENTE DELLA GIUNTA REGIONALE

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

E' approvata la concessione di un contributo regionale di quindicimilioni alla società « Centrale laitière d'Aoste », con sede in Aosta, a titolo di concorso finanziario della Regione nelle spese di impianto e di gestione della centrale del latte di Aosta e dell'annesso caseificio.

Art. 2.

Al finanziamento della spesa di lire quindicimilioni di cui al precedente articolo si provvede mediante la seguente variazione agli stati di previsione della parte entrata e della parte spesa del bilancio preventivo della Ragione per l'anno 1967:

Variazione in aumento alla parte entrata:

Lo stanziamento del capitolo 49 (compartecipazione sui proventi delle tasse sulle automobili) è aumentato dell'importo di L. 15.000.000.

Variazione in aumento alla parte spesa:

Lo stanziamento del capitolo 196 (Contributi ad enti, consorzi ed istituzioni varie che svolgono attività interessanti la agricoltura) è aumentato dell'importo di L. 15.000.000.

Art. 3.

Il versamento del contributo di cui all'art. 1 della presente legge sarà disposto con deliberazione della Giunta regionale e con imputazione della relativa spesa al capitolo 196 della parte spesa del bilancio di previsione della Regione per l'anno 1967.

Art. 4.

La presente legge è dichiarata urgente ai sensi del terzo comma dell'art. 31 dello statuto speciale per la Valle d'Aosta, promulgato con legge costituzionale 26 febbraio 1948, n. 4, ed entrerà in vigore il giorno successivo a quello della sua pubblicazione nel « Bollettino Ufficiale » della Regione.

La presente legge sarà inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei regolamento della Regione autonoma della Valle di Aosta e sarà pubblicata nel « Bollettino Ufficiale » della Regione.

Della promulgazione della presente legge sarà dato avviso nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge della Regione della Valle d'Aosta.

Aosta, addì 10 novembre 1967

BIONAZ

(1097)

ANTONIO SESSA, *direttore* ACHILLE DE ROGATIS, *redattore*

Roma - Istituto Poligrafico dello Stato - G. C.